

**Assemblée générale**

Soixante-quatrième session

Première Commission**15^e** séanceMardi 20 octobre 2009, à 10 heures
New York*Documents officiels*

Président : M. Cancela (Uruguay)*La séance est ouverte à 10 h 15.*

Le Président (*parle en espagnol*) : Ce matin, je propose d'abord de suspendre la séance pour inviter l'Ambassadeur Sergio Duarte à présider une séance d'organisation du Groupe de travail à composition non limitée en vue d'un traité sur le commerce des armes.

*La séance, suspendue à 10 h 15, est reprise à 10 h 25.***Points 86 à 103 de l'ordre du jour** (*suite*)**Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution présentés au titre des questions relatives au désarmement et à la sécurité internationale**

Le Président (*parle en espagnol*) : La Commission va poursuivre son débat thématique sur la question des armes classiques. Nous avons encore une longue liste de délégations qui souhaitent intervenir sur la question des armes classiques, soit 27 orateurs inscrits. À cet égard, je demanderai à tous les orateurs d'être concis et, si nécessaire, de distribuer le texte complet de leur déclaration.

M. van den Ijssel (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Les Pays-Bas s'associent à l'intervention faite sur ce point de l'ordre du jour au nom de l'Union européenne par le représentant de la Suède. Je prends la parole pour mettre l'accent sur l'importance que le

Gouvernement des Pays-Bas attache à la maîtrise des armes classiques et aux questions connexes.

Nous nous félicitons vivement de l'attention de plus en plus grande accordée au désarmement nucléaire et à la non-prolifération, mais, en même temps, nous devons tous ne pas oublier que les armes classiques, notamment les armes légères et de petit calibre, ont les pires effets sur la vie quotidienne de millions de personnes à travers le monde. La diffusion incontrôlée et irresponsable des armes classiques, notamment des armes légères et de petit calibre, et le détournement d'armes légitimement acquises vers le commerce illicite sont des problèmes préoccupants qu'il nous faut traiter ensemble.

À nos yeux, une action commune peut et doit être menée en tenant compte des responsabilités et de la souveraineté nationales, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies. Le rapport de consensus du Groupe d'experts gouvernementaux de 2007 sur le courtage illicite (A/62/163) est un exemple de coopération. En effet, il contient, entre autres, des éléments facultatifs pour la législation nationale sur le courtage. Dans ce sens, la coopération signifie le partage d'informations, de meilleures pratiques et la volonté de tirer des enseignements de l'expérience acquise par d'autres. Nous appelons tous les États à prendre ces éléments en considération.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



La confiance est l'un des éléments importants de la coopération et peut s'instaurer, entre autres, à travers des mesures de transparence. À la fin de cette semaine, ma délégation présentera le traditionnel projet de résolution sur la transparence dans le domaine des armements (A/C.1/64/L.50) relatif au Registre des armes classiques des Nations Unies.

Le Bureau des affaires de désarmement a créé une base de données électronique concernant la législation nationale sur le transfert d'armes. À ce titre, ma délégation présente également de nouveau cette année le projet de résolution A/C.1/64/L.26. Selon nous, il s'agira d'un outil très utile pour les pays qui se dotent actuellement d'une législation nationale ou l'actualisent.

Si les transferts responsables d'armes font légitimement partie du commerce international et sont en mesure de contribuer à l'instauration de la paix, de la sécurité et de la stabilité internationales, en revanche les transferts irresponsables d'armes peuvent alimenter des conflits de toute nature et retarder le développement. Ces problèmes n'ont pas de passeport. La communauté internationale tout entière a donc intérêt à disposer d'un traité sur le commerce des armes établissant des normes communes claires pour les contrôles nationaux du commerce international des armes classiques. Dès le début, les Pays-Bas ont appuyé l'idée d'un traité sur les armes classiques. Nous souhaitons un traité solide qui établisse des paramètres s'inspirant des normes les plus élevées possibles, notamment celles des droits de l'homme, et non pas du plus petit commun dénominateur. Nous devons définir la portée des responsabilités des États dans le cadre du droit international et des normes internationales. Il nous faut maintenant passer de la parole aux actes.

Les Pays-Bas se félicitent vivement du rôle de la société civile dans ce processus. En tant que fonctionnaires du Gouvernement, nous avons besoin de ses ressources et de son énergie. De même, nous pouvons mettre à profit les idées émises dans les débats publics. Nous avons eu le plaisir de travailler avec Oxfam et l'Université des Nations Unies pour organiser, il y a deux semaines, un événement parallèle relatif à un traité sur le commerce des armes.

Ma délégation est également préoccupée par les conséquences humanitaires des restes explosifs de guerre, notamment des restes d'armes à sous-munitions et de mines antipersonnel. Les Pays-Bas ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions dont le

processus de ratification est en cours et sera terminé, nous l'espérons, dans un avenir proche. En attendant, nous avons déjà commencé la destruction de nos stocks de sous-munitions. Une grande partie de ces stocks – bombes à sous-munitions larguées par avion et obus d'artillerie – sera détruite d'ici à février 2010. La destruction du reste du stock fait l'objet d'un appel d'offres. De toute façon, toutes les sous-munitions des Pays-Bas seront détruites bien avant le délai prescrit de la Convention, c'est-à-dire huit ans après son entrée en vigueur. Nous demandons à tous les pays de détruire leurs stocks, si possible avant d'être juridiquement contraints de le faire.

Dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques, nous sommes également favorables à la poursuite des négociations sur un instrument juridiquement contraignant relatif aux armes à sous-munitions. Comme cela a été dit à d'autres occasions, un sixième protocole pourrait contribuer à l'examen des conséquences humanitaires des armes à sous-munitions, comporter une interdiction immédiate et être compatible avec la Convention sur les armes à sous-munitions.

Sur la question des mines antipersonnel, les Pays-Bas, qui ont toujours appuyé la Convention d'Ottawa et participent activement à l'action mondiale contre les mines, attendent avec intérêt le Sommet de Cartagena sur un monde sans mines, qui se tiendra dans six semaines. Nous remercions le Gouvernement colombien d'accueillir cet important événement. Nous renouvelons notre engagement constant à l'égard des objectifs de la Convention sur l'interdiction des mines et d'une action internationale pour y parvenir.

Enfin, j'appelle l'attention de la Commission sur l'importante question de la relation entre la violence armée et le développement. Les études montrent qu'il existe entre ces deux éléments un lien complexe malheureusement négatif dont les conséquences sont désastreuses dans de nombreuses régions du monde.

Le récent rapport du Secrétaire général, intitulé « Promouvoir le développement à travers la réduction et la prévention de la violence armée » (A/64/228), offre un impressionnant éclairage sur la réalité quotidienne de nombreuses populations. Reconnaître la spirale négative de la relation entre la violence armée et le développement est un premier pas. C'est pourquoi les Pays-Bas, avec quelque 100 autres pays, ont souscrit à la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement.

Le pas suivant, plus important encore, consiste à prendre des mesures communes pour briser ce lien. À cet effet, nous travaillons avec le Gouvernement burundais pour mettre au point des activités et des programmes susceptibles de servir de modèle pour des actions dans d'autres régions en vue d'améliorer la sécurité et la vie quotidienne des populations.

Pour terminer, je tiens à renouveler le ferme attachement des Pays-Bas à la maîtrise des armes classiques. Dans ce domaine, nous sommes prêts à continuer d'œuvrer avec l'ensemble des membres de la communauté internationale.

M. Li Yang (Chine) (*parle en chinois*) : Le Gouvernement chinois a toujours soutenu le processus international de maîtrise des armes classiques et y a participé activement. Il s'est efforcé de traiter au mieux les questions humanitaires dans le cadre de la maîtrise des armes classiques. La Chine soutient le renforcement et l'amélioration du régime juridique international régissant la maîtrise des armes classiques en tenant dûment compte des besoins légitimes de sécurité nationale et des préoccupations humanitaires, raffermissant ainsi la paix et la sécurité internationales.

La Chine a toujours accordé un grand intérêt à la Convention sur certaines armes classiques et a toujours appuyé cet instrument. De même, elle respecte ses obligations en la matière. Elle est fermement attachée à l'efficacité et à l'universalité de la Convention sur certaines armes classiques.

La Chine accorde une grande importance aux préoccupations humanitaires liées aux armes à sous-munitions. Nous appuyons les efforts menés au niveau international pour prendre des mesures concrètes en vue de régler ce problème. Le cadre de la Convention sur les armes classiques, qui comprend tous les grands producteurs, utilisateurs et ceux qui transfèrent les armes à sous-munitions, fournit la plate-forme la plus appropriée pour examiner la question de ces armes.

La Chine a participé activement aux travaux de la Convention, notamment au sein du Groupe d'experts gouvernementaux où nous avons joué un rôle constructif pour promouvoir les travaux du Groupe. Nous continuerons de nous associer aux actions conjointes avec toutes les parties sur la base d'une étude équilibrée des besoins en matière de sécurité légitime et de préoccupations humanitaires, afin de trouver le plus rapidement possible une solution concrète à la question des armes à sous-munitions dans le cadre de la Convention.

La Chine a pris une part active aux actions humanitaires de déminage en fournissant une assistance, dans la mesure de ses possibilités, aux pays touchés par ces explosifs. Depuis 1998, le Gouvernement chinois a apporté une assistance humanitaire en matière de déminage à plus de 20 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sous forme d'aide financière, d'équipement de déminage et de formation. En septembre, nous avons organisé un stage de déminage pour l'Afghanistan et l'Iraq auquel ont participé 20 stagiaires de ces deux pays. De même, la Chine a fourni un équipement de déminage à chacun de ces pays.

L'instabilité régionale, les conséquences humanitaires du commerce illicite des armes légères et de petit calibre et l'emploi abusif de ces armes préoccupent notre pays. À cet égard, il convient de mettre pleinement et efficacement en œuvre les instruments internationaux pertinents existants, y compris le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éradiquer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre. Il importe de renforcer les capacités nationales et de promouvoir le processus multilatéral pour lutter de manière continue contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre.

Le commerce des armes classiques a un lien direct avec la sécurité politique et les intérêts économiques de tous les États ainsi qu'avec la sécurité régionale, voire mondiale. La Chine appuie les efforts menés sur le plan international en vue de prendre les mesures appropriées pour réglementer le commerce des armes, notamment pour combattre le commerce illicite dans ce domaine. Selon nous, l'objectif premier d'un traité sur le commerce des armes est de maintenir la stabilité mondiale et régionale et de permettre à tous les pays d'exercer leur droit à la légitime défense et de répondre à leurs besoins en matière de sécurité. Le traité sur le commerce des armes doit être universel, objectif et non discriminatoire.

Les débats au sein du Groupe de travail à composition non limitée en vue d'un traité sur le commerce des armes font ressortir des points de vue divergents sur de nombreuses questions importantes, notamment sur les principes et objectifs du traité et la portée de son application de même que sur des éléments et principes pertinents. Le plein engagement

de tous les grands pays qui prennent part au commerce des armes est indispensable pour rechercher des solutions à ces questions. Des discussions entre les parties pertinentes devraient se poursuivre dans le cadre des Nations Unies selon un processus progressif et tout en respectant le principe du consensus pour parvenir à un accord commun. C'est la seule façon d'appuyer ces discussions et d'en tirer parti. En attendant, le rôle de la Conférence du désarmement, seule instance de négociations en matière de désarmement, ne doit pas être sapé par ces discussions.

M. Hernández-Milian (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, comme je prends la parole pour la première fois en ma qualité de Président par intérim du Système d'intégration centraméricain qui regroupe le Belize, Costa Rica, la République dominicaine, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama et, auquel se joint, dans le cadre de cette intervention, le Mexique, je tiens à vous féliciter pour la façon très compétente dont vous dirigez nos travaux. C'est un honneur pour les membres de notre sous-région de vous voir à la tête d'une Commission chargée des questions de sécurité internationale et de désarmement.

Pour les membres du Système d'intégration centraméricain et le Mexique, la question de la sécurité est un élément fondamental du développement durable de nos pays puisqu'elle fait partie intégrante de l'ordre du jour régional. Comme nous l'avons précédemment indiqué, il convient d'envisager la sécurité dans une perspective multidimensionnelle, étant donné les sources d'insécurité nombreuses et variées dans nos pays. De nouveaux défis, de nouvelles préoccupations où entrent notamment en compte des éléments politiques, économiques, sociaux, sanitaires et environnementaux ont mis en évidence l'aspect multidimensionnel de la question de la sécurité qui se pose en raison des menaces et des risques traditionnels découlant, entre autres, du taux élevé de la criminalité dans nos villes, du trafic de stupéfiants, de la criminalité organisée et des transferts illégaux d'armes légères et de petit calibre.

En ce qui concerne la question des armes classiques, je mentionnerai d'abord le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, y compris le mécanisme de suivi. À cet égard, nous nous félicitons de la tenue de la quatrième Réunion biennale des États en vue d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action, qui se tiendra du 14

au 18 juin 2010, à New York. Nous nous félicitons également de l'élection de l'Ambassadeur Pablo Maceda Riba au poste de Président de cette réunion. Nous sommes certains que, grâce à son expérience dans le domaine du désarmement, il mènera nos travaux au succès.

Pour les pays de notre région, le Programme d'action est un outil essentiel pour la recherche de solutions efficaces aux problèmes multidimensionnels résultant du commerce illicite des armes légères, notamment de leurs munitions et composants. Étant donné les problèmes auxquels doivent faire face nos pays en raison du commerce illicite des armes légères, il est urgent d'y trouver des solutions dans une perspective humanitaire et préventive. Il importe également que l'examen de cette question aille au-delà des mesures visant à réduire et à contrôler les armes et tienne compte du lien existant entre la sécurité, la violence armée, la criminalité, le commerce, les droits de l'homme, la santé et le développement. À cet égard, je mentionnerai que la question des munitions est également très importante pour notre sous-région. Nous souhaiterions que cette question soit examinée plus avant car elle est inextricablement liée au commerce illicite des armes légères et de petit calibre.

Le Programme centraméricain sur le contrôle des armes légères est un exemple évident de l'engagement de nos pays au Programme d'action. Notre programme est mis en œuvre par le secrétariat du Système d'intégration centraméricain, avec les avis et le financement du Programme des Nations Unies pour le développement. Sa mise en œuvre a été confiée à une unité d'implantation régionale dont le siège est au Nicaragua. Le programme est un mécanisme intergouvernemental destiné à renforcer le contrôle sur le commerce illicite des armes légères et à limiter ce commerce, à réduire la violence armée et la criminalité et à améliorer la sécurité, la stabilité et le développement durable dans la région.

Le Code de conduite du Système d'intégration centraméricain sur le transfert d'armes, de munitions, d'explosifs et autres dispositifs connexes constitue un autre dispositif. Ce mécanisme préventif encourage les principes, les directives et les comportements de nature à faciliter la coopération pour que les transferts internationaux d'armes classiques, non classiques, légères et de petit calibre, munitions, explosifs et autres matériels connexes soient effectués de façon transparente et sous un contrôle efficace.

La violence armée est une menace permanente à la sécurité internationale. C'est pourquoi il est essentiel d'élaborer des stratégies pour la prévenir et promouvoir le développement. À la suite du séminaire sur la violence armée et sur le développement, tenu à Antigua (Guatemala) en avril 2008, un deuxième séminaire sur le même thème s'est déroulé à Cartagena (Colombie) du 20 au 23 avril 2009, en tant qu'initiative sous-régionale. À cette dernière manifestation, organisée par les États d'Amérique centrale, Cuba, la Colombie, la République dominicaine et le Mexique, les participants ont reconnu le lien étroit entre la violence armée et le développement qui fait obstacle à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

La disponibilité et l'emploi d'armes à feu ont un rapport direct avec l'augmentation de la violence armée dans la région. La mise en œuvre efficace du Programme d'action et d'autres instruments pertinents permettrait de prévenir et de réduire la violence armée et encouragerait le développement économique et social.

Les États membres du Système d'intégration centraméricain et le Mexique, conscients des effets dévastateurs du commerce des armes sur notre société, se félicitent du rapport (A/AC.277/2009/1) du Groupe d'experts à composition non limitée en vue d'un traité sur le commerce des armes, intitulé « Établir de nouvelles normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert des armes classiques ». Ce traité devrait, entre autres, reconnaître la nécessité de se pencher sur les problèmes découlant du commerce non réglementé des armes classiques et de leur détournement vers des marchés illicites.

Les membres du Système d'intégration centraméricain et le Mexique appuient sans réserve l'ouverture de négociations pour un traité sur le commerce des armes qui établirait des critères clairs, objectifs et non discriminatoires pour réglementer les transferts internationaux d'armes ainsi que des mécanismes pour empêcher les transferts irresponsables d'armes, notamment des paramètres visant à assurer le respect du droit humanitaire international et des droits de l'homme et à prévenir le détournement d'armes vers le marché illicite. Ces paramètres devraient prendre en compte la responsabilité partagée des fabricants, des exportateurs, des importateurs et des utilisateurs. Nous nous félicitons de l'appel à la convocation d'une conférence des Nations Unies en 2012 sur un traité sur

le commerce des armes en vue d'élaborer un instrument juridiquement contraignant énonçant les normes internationales communes les plus strictes pour le transfert d'armes classiques, comme l'envisage le projet de résolution présenté par le Royaume-Uni au nom de ses sept auteurs (A/C.1/64/L.38).

En tant que pays qui ne produisent pas, n'utilisent pas ou ne stockent pas d'armes à sous-munitions mais sont conscients des graves conséquences humanitaires de ces armes sur la population civile, nous nous sommes félicités de l'adoption, en 2008, de la Convention sur les armes à sous-munitions interdisant l'emploi, la production, le transfert et le stockage de ce type d'armes et établissant un cadre pour la coopération et l'assistance aux victimes, au déminage des zones contaminées et à la destruction des stocks.

Nos pays ont toujours démontré leur attachement au droit international humanitaire et au désarmement et leur solidarité avec les États touchés. Ils ont participé à l'enlèvement des matériels non explosés et apporté une aide aux victimes. En raison de l'importance de la Convention, nous demandons à la communauté internationale de coopérer pour rechercher une solution au problème des armes à sous-munitions et de mettre fin à la catastrophe humanitaire qu'elles provoquent. Seul un multilatéralisme efficace, notamment l'entrée en vigueur de la Convention, permettra de traiter le problème de manière significative.

Nous saluons l'offre de la République démocratique populaire lao d'accueillir la première Réunion des États parties en 2010. Dans ce contexte, les pays membres du SICA et le Mexique apprécient les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux des Hautes Parties contractantes à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs en vue d'établir un instrument qui examinera de façon approfondie les effets des armes à sous-munitions. Le résultat de ces travaux, nous n'en doutons pas, permettra d'instaurer des normes conformes à l'esprit de la Convention.

En raison de précédents conflits, notre région a été touchée par l'utilisation massive de champs de mines. Cependant, grâce à la coopération internationale et au programme de déminage de l'Organisation des États américains, les pays de la région, à l'exception du Nicaragua, ont été déclarés exempts de mines. À cet égard, il convient de souligner les progrès effectués par

le Nicaragua dans son programme de déminage. Les efforts de coopération aux niveaux national et international ont permis à ce pays, malgré les difficultés, de réaliser 98 % du programme de déminage humanitaire.

Jusqu'à présent, un grand nombre de mines antipersonnel ont été détruites et les 7 282 qui restent dans la partie nord du Nicaragua seront enlevées au cours de la phase finale du programme de déminage. Nous espérons que le Nicaragua sera déclaré pays exempt de mines antipersonnel vers le 1^{er} mai 2010. L'Organisation des États américains sera alors en mesure de déclarer l'Amérique centrale première région du monde exempt de mines antipersonnel.

Compte tenu de ces progrès encourageants, les pays membres du Système d'intégration américain et le Mexique se félicitent de la convocation du Sommet de Cartagena pour un monde exempt d'armes nucléaires. Il s'agira de la deuxième Conférence d'examen des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, qui se tiendra à Cartagena (Colombie) du 30 novembre au 4 décembre. La déclaration de Cartagena constituera, sans nul doute, un engagement supplémentaire garantissant le respect des obligations légales découlant de la Convention, étant donné que l'objectif le plus important de nos travaux est de mettre un terme aux souffrances causées par les mines antipersonnel et d'instaurer un monde exempt de mines.

Enfin, nous remercions le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes et le Programme des Nations Unies pour le développement de l'aide qu'ils apportent en matière de désarmement en vertu du principe que la maîtrise des armements doit répondre aux besoins de la région et être centrée sur les questions liées à la violence armée, l'un des principaux problèmes de sécurité de la région.

Je terminerai en affirmant l'adhésion des États membres du Système d'intégration centraméricain et du Mexique à l'ordre du jour de la Première Commission consacré au désarmement, à la non-prolifération et à la sécurité internationale. Nous maintenons que seules une démarche multilatérale et une responsabilité partagée sur ces questions nous permettront de maintenir la paix et la sécurité internationales.

M^{me} Štiglic (Slovénie) (*parle en anglais*) : Pour commencer, la Slovénie souscrit sans réserve à l'intervention faite par l'Ambassadeur Hallgren, de la Suède, au nom de l'Union européenne. Comme les précédents orateurs l'ont souligné, certains faits et événements importants sont survenus dans le domaine des armes classiques au cours de ces dernières années. À cet égard, je voudrais faire connaître les vues de la Slovénie sur trois éléments que nous estimons particulièrement importants.

Je commencerai par la question des armes à sous-munitions, un système d'armes classiques qui tue sans discernement, immédiatement ou souvent longtemps après leur utilisation à des fins d'opérations militaires. Durant les cinq dernières années, nous avons entendu maints appels de la communauté internationale pour l'interdiction des armes à sous-munitions. Dès le début, la Slovénie a appuyé les initiatives qui ont permis de lancer le processus d'Oslo conduit par l'Autriche, la Belgique, l'Irlande et la Norvège, et qui ont abouti à la signature d'une nouvelle convention sur les armes à sous-munitions au début de décembre 2008. Les actions menées au titre du processus de la Convention et du processus d'Oslo sont complémentaires. C'est pourquoi nous devons accroître nos efforts dans le cadre de la Convention pour parvenir à un accord commun.

La nouvelle Convention sur les armes à sous-munitions est une réalisation historique et un jalon dans les démarches internationales humanitaires et de désarmement en vue d'interdire complètement les armes à sous-munitions dont l'utilisation a des conséquences désastreuses pour les civils. Les États parties ont l'obligation d'apporter leur aide aux victimes, d'éliminer les restes de sous-munitions et de détruire les stocks. À cet égard, la Slovénie a commencé à mettre en œuvre son programme national de destruction et d'élimination de son arsenal national restreint de sous-munitions. Elle a également ratifié la Convention au mois d'août dernier, devenant ainsi le dix-septième États partie à la Convention.

Les ratifications encore nécessaires pour l'entrée en vigueur de cet instrument interviendront, nous en sommes convaincus, avant la fin de cette année. Ainsi, la Convention deviendra – comme cela a été le cas pour la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel – une norme universelle qui aura une incidence directe sur la vie des populations touchées dans toutes les régions du monde. Nous attendons avec intérêt la première réunion des États parties et saluons

l'offre de la République démocratique populaire lao, d'accueillir cette importante réunion.

Pour contribuer au relèvement après le conflit, la Slovénie a créé en 1998 le Fonds d'affectation international pour le déminage et l'assistance aux victimes des mines en tant qu'organisation à but non lucratif. Le Fonds d'affectation aide les pays de l'Europe du Sud-Est, le Caucase et l'Asie centrale à résoudre les problèmes des mines antipersonnel et aide les survivants des mines à se réinsérer. Les activités du Fonds dans l'enlèvement d'autres restes explosifs de guerre, notamment les sous-munitions en Europe de l'Est, se sont révélées peu coûteuses et efficaces. Après plus de 10 années d'expérience, le Fonds d'affectation étendra ses programmes à d'autres questions connexes.

J'ajouterai quelques mots sur le processus de négociations parallèle qui se déroule à Genève dans le cadre de la Convention sur l'interdiction de certaines armes classiques. La Slovénie regrette que le Groupe d'experts gouvernementaux de la Convention n'ait pas pu réaliser de progrès marquants dans ses travaux au cours de l'année dernière. De ce fait, une occasion de conclure un nouveau protocole à la Convention qui engloberait tous les grands États producteurs et possesseurs d'armes à sous-munitions a été manquée. Néanmoins, il nous semble que le cadre de la Convention conserve son utilité. C'est pourquoi la Slovénie demande au Groupe d'experts gouvernementaux d'accroître ses efforts pour essayer d'achever ses travaux d'ici à la fin de 2010. Selon nous, des perspectives de succès existent toujours et d'importantes questions sont en jeu dans le cadre de la Convention.

Je voudrais faire connaître nos vues sur la question du commerce international des armes classiques. Depuis le début, la Slovénie a appuyé les actions entreprises en vue d'élaborer un traité sur le commerce des armes. Nous avons parrainé le projet de résolution pertinent adopté par la Commission il y a trois ans et adopté par l'Assemblée générale en tant que résolution 61/89. Un an après, nous avons également communiqué notre position au Secrétaire général et avons pris une part active aux travaux du Groupe de travail à composition non limitée pour un traité sur le commerce des armes.

À notre avis, un solide traité sur le commerce des armes est nécessaire pour réglementer efficacement le commerce international des armes classiques. Il est temps d'avancer et d'établir une feuille de route pour

de futures négociations sur le traité lui-même. Le projet de résolution A/C.1/64/L.38, proposé par le Royaume-Uni et que nous appuyons, est une réponse opportune et appropriée à ce défi. Nous devons établir une ligne de conduite pour nos travaux durant les trois années à venir et convoquer une conférence diplomatique en 2012, au cours de laquelle un traité sur le commerce des armes devrait être achevé et ouvert à la signature. Nous devrions commencer par un processus qui nous conduise à la négociation réussie d'un traité sur le commerce des armes en 2012. À notre avis, nous devrions bientôt disposer d'un traité fonctionnant bien, en tant qu'instrument utile pour une réglementation efficace du commerce international des armes en matière d'armes classiques.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, je voudrais faire une observation sur les questions de confiance et de transparence dans le domaine des armes classiques. Nous sommes préoccupés de l'état de certains mécanismes internationaux. Cela s'applique notamment au Registre des armes classiques des Nations Unies, créé il y a 19 ans par la Commission. Le Registre doit être un outil précieux pour accroître la confiance et la coopération entre les États et, par là même, fournir un élément essentiel à la paix et à la sécurité internationales. La Slovénie exhorte tous les pays ici présents à participer activement et à communiquer leurs rapports nationaux au Registre régi par le Secrétariat. Cette démarche démontrera la pertinence du Registre et contribuera de façon significative à la paix et à la stabilité internationales. C'est pourquoi nous appuyons le projet de résolution A/C.1/64/L.50 sur la transparence dans le domaine des armements, qui a été proposé par les Pays-Bas et que nous avons également parrainé. La transparence dans le domaine des armements contribue à instaurer la confiance entre les États. En même temps, elle nous permet d'avancer dans la voie du désarmement et de la maîtrise des armements.

M. Bavaud (Suisse) : Le Groupe de travail à composition non limitée chargé de se pencher sur la thématique d'un traité sur le commerce des armes a tenu ses deux premières sessions. Ce processus inclusif a permis à tous les États membres des Nations Unies d'exprimer leurs vues sur un traité sur le commerce des armes. La Suisse salue le rapport consensuel du Groupe de travail à composition non limitée présenté à l'Assemblée générale (A/AC.277/2009/1) et le fait que le Groupe ait reconnu la nécessité de résoudre les problèmes liés à la non-réglementation du commerce

des armes classiques et ait indiqué qu'il est favorable à une action internationale.

La Suisse est consciente que l'élaboration d'un tel traité ne sera pas chose facile. Au cours de la présente session, l'Assemblée générale a l'occasion de prendre une décision sur un mandat précis et opérationnel pour l'avenir immédiat de ce processus. Nous sommes d'avis qu'il faut décider maintenant les paramètres d'une conférence des Nations Unies en 2012 qui puisse conduire vers un traité effectif et inclusif.

La Suisse attache un intérêt particulier au Registre des armes classiques des Nations Unies, principal instrument de transparence sur le plan international. Un Groupe d'experts gouvernementaux s'est penché cette année sur ce mécanisme. La Suisse, membre de ce groupe d'experts, déplore que celui-ci n'ait pas été capable d'adopter des recommandations de fond permettant de renforcer cet instrument. En particulier, la Suisse déplore le fait que le Groupe n'ait pas été en mesure d'ajouter les armes légères et de petit calibre en tant que catégorie à part entière du Registre. À notre sens, cela aurait renforcé la pertinence et donc la participation à ce mécanisme. La Suisse déplore d'autant plus cet état de fait que le Groupe a été en mesure de mettre au point un compromis sur cette question acceptable par presque tous ses membres.

Au vu de ces éléments, la Suisse estime tout particulièrement nécessaire d'agir sur la base des quelques recommandations que le Groupe d'experts a néanmoins adoptées, en particulier de mandater le Secrétaire général pour demander aux États si l'absence des armes légères et de petit calibre a affecté la pertinence du Registre et la participation à ce mécanisme.

L'adoption de la Convention sur les armes à sous-munitions en 2008 a constitué un des développements les plus marquants en matière de droit international humanitaire et en matière de maîtrise des armements classiques. La Suisse a signé cet instrument à Oslo et a lancé le processus de ratification. Cependant, la lutte contre les conséquences humanitaires inacceptables de ces armes est encore loin d'être terminée. Afin que les obligations contenues dans la Convention se transforment en réalité sur le terrain, un travail considérable est encore nécessaire. La Suisse va continuer de s'engager dans ce sens.

Parallèlement, la Suisse participe activement aux efforts des États parties à la Convention sur certaines

armes classiques, qui négocient un instrument juridiquement contraignant traitant de la problématique des armes à sous-munitions. Le contexte de cette négociation est tout à fait inhabituel puisque la Convention sur certaines armes classiques s'attelle à réglementer l'utilisation d'un système d'armes qui a déjà été interdit dans une convention internationale, à savoir la Convention sur les armes à sous-munitions. La Suisse est d'avis que la cohérence du régime juridique applicable à ces armes serait sérieusement mise à mal si la Convention sur les armes classiques venait à adopter un instrument qui légitimerait l'utilisation de ces armes. Il s'agira donc de trouver une solution qui convainque les principaux États producteurs et utilisateurs de l'importance d'un instrument fort qui assure toute la sécurité pour les civils et réponde aux besoins militaires, en assurant la cohérence du régime juridique existant.

Quant à la Conférence d'examen de la Convention sur les mines antipersonnel, qui se tiendra du 30 novembre au 4 décembre 2009 à Cartagena (Colombie) celle-ci marquera une étape cruciale du processus d'Ottawa. Le Sommet de Cartagena pour un monde exempt de mines antipersonnel nous permet de reconnaître officiellement les avancées réalisées depuis l'entrée en vigueur de la Convention, il y a dix ans. Le Sommet devra prendre des décisions importantes pour l'avenir. Il déterminera les actions en vue d'universaliser cet instrument, de renforcer les efforts en matière de déminage et de destruction de stocks, ainsi que d'alléger les souffrances humaines par le biais de l'assistance aux victimes.

La Suisse, en sa qualité de Présidente du Traité avec la Norvège et la Jordanie, présente le projet de résolution A/C.1/64/L.53, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ». La Suisse souhaiterait encourager un maximum de pays à soutenir ce projet de résolution. Nous apprécierions particulièrement le soutien des pays qui n'ont pas ratifié la Convention mais qui sont prêts à soutenir son noble but humanitaire. Nous espérons qu'un nombre important de ces États saisiront l'occasion du Sommet pour y participer en tant qu'observateurs.

La quatrième Réunion biennale des États relative au Programme d'action sur les armes légères et de petit calibre constituera l'un des moments clés, en 2010, quant à la lutte contre le commerce illicite de ces armes. La Suisse espère que cette conférence sera

couronnée de succès et débouchera sur des résultats concrets, comme cela fut le cas lors de la troisième Réunion biennale. Nous sommes d'avis que nous devrions travailler sur la base substantielle et le processus de la dernière Réunion biennale, cela afin d'assurer les conditions favorables de la mise en œuvre de l'instrument. Un élément clé a été et sera la concentration des débats sur des thèmes précis, en choisissant un facilitateur pour chaque thème. La Suisse est en faveur d'une approche similaire pour la quatrième Réunion biennale. Parmi les sujets à traiter devraient notamment figurer l'instrument de marquage et de traçage ainsi que la coopération internationale et l'assistance en tant que thématique transversale.

Ayant lancé en 2006, conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le développement, la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement, mon pays accorde une haute priorité à la prise de conscience de ce phénomène. La Déclaration de Genève a pour but d'élaborer des réponses à ce problème et ainsi d'améliorer les perspectives d'un développement durable. Elle compte actuellement 108 États signataires.

Dans ce contexte, j'aimerais attirer l'attention sur le récent rapport du Secrétaire général consacré à la thématique de la promotion du développement par le biais de la réduction et de la prévention de la violence armée (A/64/228). Le rapport procède à une analyse approfondie de la relation entre la violence armée et le développement. Il décrit les effets néfastes de la violence armée sur le développement, y compris les entraves à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et propose une série de mesures concrètes visant à réduire la violence armée et à promouvoir le développement.

La Suisse salue ce rapport qui constitue une excellente base de discussion pour approfondir la problématique de la violence armée et du développement au sein des Nations Unies. Mon pays encourage tous les États à étudier attentivement le rapport du Secrétaire général et à participer activement au suivi qui lui sera consacré. Par ailleurs, je saisis cette occasion pour encourager les États qui ne l'auraient pas encore fait à souscrire à la Déclaration de Genève et à ses principes.

M. Danon (France) : Cinq cent mille morts par an, dont 300 000 dans les conflits armés. Ces chiffres sont usés à force d'avoir été répétés, mais ils sont toujours là et n'ont pas diminué. Sur la maîtrise des

armes classiques, la France en appelle à la responsabilité, à la transparence et au respect du droit international humanitaire de la part des nations. Ces trois principes sont pleinement compatibles avec la souveraineté des États et leurs contraintes de défense dont ils sont la contrepartie.

Le choix du principe de responsabilité, c'est celui des mesures à prendre dans la lutte contre les transferts déstabilisants d'armes légères et de leurs munitions qui sont particulièrement meurtriers. Nos États auront une nouvelle fois la possibilité de proposer et d'apporter des améliorations au Programme d'action des Nations Unies lors de la Réunion biennale des États, en juin 2010. Ces améliorations sont possibles. La France est à l'origine du « Guide des meilleures pratiques contre le transport aérien illicite d'armes légères » adopté au sein de l'Arrangement de Wassenaar en 2007, puis transposé au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en novembre dernier. Sur l'initiative de la présidence française de l'Union européenne, la question des armes légères est désormais systématiquement inscrite à l'ordre du jour des accords de l'Union européenne avec les pays tiers.

Le choix du principe de transparence, c'est celui des réponses annuelles au Registre des armes classiques des Nations Unies, c'est celui du soutien à son élargissement aux armes légères et de petit calibre pour les raisons que je viens d'évoquer. La France a participé aux travaux du Groupe d'experts qui s'est réuni trois fois en 2009 pour en proposer des améliorations. Elle déplore que ces travaux n'aient pas pu déboucher sur l'adoption des armes légères comme huitième catégorie du Registre, alors qu'un consensus avait presque été atteint. Mais nous mesurons néanmoins les progrès accomplis dans les discussions, malgré l'absence de résultats, car ils sont prometteurs.

Le respect du droit international humanitaire répond, et c'est bien le moins, aux effets humanitaires dramatiques et inacceptables de certaines armes, à commencer par les mines et les armes à sous-munitions. La France a été le vingtième État à ratifier, en septembre dernier, la Convention sur les armes à sous-munitions. La France espère que cette convention entrera en vigueur dès que possible en 2010. Elle continuera d'œuvrer en faveur de son universalisation comme de celle de la Convention d'Ottawa. Par ailleurs, la France reste attachée à ce que l'on parvienne à un accord au sein de la Convention sur certaines armes sur un sixième Protocole sur les armes à sous-munitions, compatible avec la Convention

d'Oslo et aux effets humanitaires forts. Les discussions entamées en 2008 doivent se poursuivre.

La France et l'Allemagne présentent cette année, une nouvelle fois, le projet de résolution A/C.1/64/L.44 sur les problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus. La résolution 61/72 a permis, en 2006, de mettre en place un Groupe d'experts gouvernementaux travaillant sur ce sujet. Cette année, il s'agit de poursuivre ce processus en vue d'encourager les États à développer, à titre volontaire, dans le cadre des Nations Unies, des directives techniques régissant la gestion des stocks de munitions. Nous espérons que ce projet de résolution qui, déjà, a reçu de nombreux parrainages, sera une nouvelle fois adopté par consensus.

Le processus qui a commencé en 2006 vers la conclusion d'un traité sur le commerce des armes doit permettre, pour la France, la mise en œuvre de l'ensemble de ces principes que je viens d'illustrer : transparence, responsabilité et réponses opérationnelles permettant le plein respect du droit international humanitaire, dans le respect de la souveraineté des États. Ce processus vers un traité sur le commerce des armes est emblématique sur trois autres aspects que nous voulons souligner : la transparence, la responsabilité et les réponses opérationnelles, facilitant le plein respect du droit international humanitaire, tout en respectant la souveraineté des États. Aussi la France salue-t-elle le ralliement des États-Unis annoncé la semaine dernière. Elle est confiante dans la possibilité de parvenir à un accord sur un traité universel juridiquement contraignant, reprenant les normes communes les plus élevées possibles en matière d'exportation, d'importation et de transfert des armes classiques. Nous voterons, une nouvelle fois, pour le projet de résolution présentée cette année sur le traité sur le commerce des armes (A/C.1/64/L.38).

Ce processus vers un traité sur le commerce des armes est emblématique de trois autres aspects que nous voulons souligner : premièrement, comme pour plusieurs des initiatives de maîtrise des armements classiques, il est essentiel qu'un traité comporte un volet sur l'assistance et la coopération internationales. La France l'a plusieurs fois souligné lors des travaux menés en 2008 et cette année. C'est une condition cruciale pour l'application effective d'un traité. Que cet aspect soit au cœur des discussions à venir lors de la Conférence de Cartagena des États parties à la Convention d'Ottawa l'illustre assez bien.

Deuxièmement, les discussions que nous avons menées et les négociations que nous mènerons, le Traité auquel nous aboutirons, n'en rendent pas moins indispensable de continuer à s'appuyer sur l'expérience et les différentes initiatives des organisations régionales, sur leurs succès comme sur leurs difficultés.

Enfin, et je terminerai sur ce point, nous devons entendre les voix de nos sociétés civiles qui jouent un rôle indispensable pour la promotion de la maîtrise des armements et la prise en compte du droit international humanitaire, des droits de l'homme et du développement durable auxquels mon pays est particulièrement attaché.

M. Phiri (Malawi) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, Puisque c'est la première fois que le Malawi prend la parole à la présente session, je me permets avant tout de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Première Commission. Ma délégation vous assure de son plein appui tout au long de nos travaux. Mes félicitations s'adressent également aux autres membres du Bureau.

Ma délégation souhaite s'associer aux orateurs qui l'ont précédée pour se féliciter des récents signes prometteurs apparus dans le domaine du désarmement. Il est satisfaisant de constater que la Conférence du désarmement, inefficace au cours des années précédentes, semble maintenant disposer d'un programme de travail en vue d'examiner plusieurs questions essentielles pour le désarmement. En outre, la récente réunion du Conseil de sécurité sur le désarmement et la décision prise par les Présidents de la Russie et des États-Unis de poursuivre la réduction de leurs armes stratégiques sont des développements bienvenus qui donnent un nouvel élan au programme de désarmement.

Malgré ces signes positifs, la prolifération des armes légères continue d'avoir des effets dévastateurs sur la vie des civils dans le monde entier. Dans le cas du Malawi, les armes légères sont utilisées dans les attaques à main armée. De ce fait, les populations vivent dans l'inquiétude et les investisseurs hésitent à continuer à engager des fonds. À cet égard, les armes légères sont aussi dangereuses pour notre sécurité nationale que les armes de destruction massive. Nos forces de police n'arrivent pas à endiguer la vague de criminalité exacerbée par la disponibilité incontrôlée d'armes légères et de petit calibre. Nul doute que ce problème existe dans d'autres pays africains.

À cet égard, nous demandons à la communauté internationale de manifester son engagement en vue d'enrayer cette menace en appliquant les initiatives existantes pour lutter contre la fabrication illicite et le commerce des armes légères et de petit calibre. Nous demandons, entre autres, la pleine mise en œuvre du Programme d'action sur les armes légères et de petit calibre.

En outre, le Malawi appuie les actions menées pour la négociation d'un traité complet et contraignant sur le commerce des armes. Nous souhaitons un traité qui soit efficace pour réglementer la fabrication et le commerce des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions. De même, nous souhaitons la réglementation du transfert de ces armes, notamment dans les régions où existe un risque de violence armée, notamment de terrorisme et de violation du droit international humanitaire. À cet égard, nous nous félicitons de l'échange de vues ouvert et constructif qui a eu lieu durant les deux sessions du Groupe de travail à composition non limitée en vue d'un traité sur le commerce des armes, tenues en mars et en juin, et nous sommes encouragés par la volonté positive manifestée de traiter le problème lié au commerce d'armes et à leur transfert non réglementés.

Le Malawi accorde une grande importance à la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction bien que nous ne soyons pas particulièrement touchés par le fléau des mines terrestres. Nous nous félicitons du succès de cet instrument puisque nous constatons un ralentissement du commerce de ces armes et que de grandes surfaces sont maintenant nettoyées et sont de nouveau utilisées à des fins productives dans de nombreux pays touchés par les mines. Nous appuyons la convocation de la deuxième Conférence d'examen des États parties à la Convention, qui se tiendra à Cartagena (Colombie) à la fin de cette année. Nous espérons que la Conférence pourra renforcer la mise en œuvre de certaines dispositions, telles celles relatives à l'assistance aux victimes, au déminage et à la destruction des stocks.

Concernant la Convention sur les armes à sous-munitions, le Malawi a réaffirmé son engagement en signant cet instrument cette année et demande instamment aux États membres qui ne l'ont pas encore signée de le faire, de façon à mettre un terme à la grave violation du droit humanitaire international liée à l'emploi de ces armes.

Je terminerai en réaffirmant l'attachement du Malawi au désarmement général et complet. Monsieur le Président, ma délégation reste prête à coopérer avec vous et avec les États membres pour parvenir à un résultat positif et fructueux du mandat de la Commission.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne, qui va présenter les projets de résolution A/C.1/64/L.43 et A/C.1/64/L.44.

M. Hoffmann (Allemagne) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole devant la Commission au cours d'une séance officielle, je saisis cette occasion pour vous féliciter, ainsi que les autres membres du Bureau, pour l'excellent travail que vous accomplissez à la tête de la Commission.

Concernant le débat thématique, l'Allemagne s'associe pleinement à l'intervention faite au nom de l'Union européenne sur ce thème, ainsi que sur d'autres.

Je prends la parole aujourd'hui pour présenter deux projets de résolution. Avec la France, l'Allemagne présente le projet de résolution A/C.1.64/L.44, sur les problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus. Et, avec la Roumanie, l'Allemagne présente le projet de résolution A/C.1.64.L.43 sur l'information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires.

Premièrement, sur le projet A/C.1/64/L.44, la France et l'Allemagne ont déjà présenté un projet de résolution sur la question des munitions d'armes classiques en 2005, qui a été adopté en tant que résolution 60/74. L'intention de ce texte était d'accorder une plus grande attention à la question des munitions d'armes classiques qui, selon nous, n'avait pas été suffisamment traitée dans le cadre de la maîtrise des armements internationaux. Il en est résulté un processus axé sur la question la plus urgente, à savoir l'accumulation des stocks de munitions en surplus. En 2006, la résolution 61/72 a établi un Groupe d'experts gouvernementaux pour examiner la question de façon plus détaillée et de nouvelles mesures pour renforcer la coopération internationale. Le Groupe d'experts gouvernementaux a travaillé principalement sur la gestion et la sécurité des stocks de munitions en surplus en partant du constat que les stocks en surplus découlent en grande partie de

politiques et pratiques de gestion inadéquates. Le Groupe a mis au point un ensemble de conclusions et de recommandations à l'effet d'aider les États en améliorant leurs capacités de gestion de leurs stocks nationaux. Le rapport du Groupe a été présenté à l'Assemblée générale dans le document A/63/182.

La résolution de 2008, adoptée par l'Assemblée générale par consensus, fait sien le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux. Outre qu'elle encourage vivement les États à appliquer les recommandations du Groupe, la résolution, comme le projet de résolution présenté cette année,

« Encourage les États en mesure de le faire à contribuer à titre volontaire et en toute transparence, à l'établissement, au sein de l'Organisation des Nations Unies, de directives techniques régissant la gestion de stocks de munitions classiques, afin d'aider les États à renforcer leurs capacités nationales à cet égard, à empêcher l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus et à s'attaquer à la question plus générale des risques. » (*résolution 63/61, par. 7*)

Ce texte reprend le paragraphe 72 du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux.

Le projet de résolution présenté cette année engage vivement les États Membres à appliquer les recommandations figurant dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux et appuie l'établissement, au sein des Nations Unies, de directives techniques d'application régissant la gestion des stocks de munitions classiques.

Le Bureau des affaires de désarmement a lancé un projet, avec la contribution financière importante de l'Allemagne, pour mettre au point ces directives. Il s'agit d'un projet sur trois ans, jusqu'à 2011, qui prévoit la publication de plusieurs volumes de recommandations. Le financement de l'ensemble du projet n'étant pas encore assuré, les auteurs du projet de résolution estiment approprié de continuer à encourager les États à aider le Bureau des affaires de désarmement pour la mise au point de ces directives. À cet effet, le projet de résolution présenté cette année reprend la version de 2008 et comporte simplement des amendements d'ordre technique mais aucun changement de fond.

Enfin, je tiens à indiquer que le projet de résolution est ouvert au parrainage. Nous espérons que,

comme l'année dernière, ce texte sera adopté par consensus.

Puisque j'ai la parole, qu'il me soit permis de présenter un deuxième projet de résolution faisant l'objet du document A/C.1/64/L.43. Avec la Roumanie, l'Allemagne présente le projet de résolution intitulé « Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires ». Ce texte biennal est un suivi de la version de 2007 avec quelques amendements mineurs, essentiellement d'ordre technique. Il rappelle la constitution d'un groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner le fonctionnement et l'amélioration de l'Instrument normalisé pour l'établissement des rapports sur les dépenses militaires. Le format des rapports normalisés couvre les dépenses en personnel, les opérations et la maintenance, les achats et la construction, la recherche et le développement. Selon nous, une plus grande transparence contribuerait à accroître la confiance et, ainsi, permettrait à plus long terme de réduire les dépenses militaires globales dans l'intérêt du renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

Le système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires a été présenté il y a près de 30 ans. Bien que le cadre international ait considérablement changé depuis lors, le système d'établissement des rapports est resté presque inchangé. La création, en 2007, au titre de la résolution 62/13, d'un groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner cet instrument envoie un message clair aux Nations Unies pour qu'elles consacrent une plus grande attention à la question des dépenses militaires. Le groupe entamera ses travaux en 2010.

Le groupe d'experts aura la difficile tâche de rechercher des solutions à un ensemble de questions très complexes, par exemple comment améliorer la qualité des données présentées et élargir la participation à cet instrument. À cet égard, je soulignerai le paragraphe 6 b) du projet de résolution, qui invite les États Membres à communiquer leurs vues et suggestions sur les moyens de renforcer et d'élargir la participation au système. Je me permets d'inviter les États membres à fournir au Secrétaire général des observations et des idées constructives susceptibles de faire avancer les travaux du groupe d'experts et, ainsi, d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité du système pour l'établissement de rapports normalisés.

Jusqu'à présent, plus de 120 États ont participé au moins une fois à l'Instrument normalisé des Nations Unies pour l'établissement des rapports. De 2002 à 2006, le niveau de participation à cet instrument est resté relativement stable, soit une moyenne de 80 par an. Malheureusement, les deux dernières années ont connu une diminution des présentations. Nous devrions nous efforcer d'inverser cette tendance. C'est pourquoi j'appelle tous les pays qui n'y ont pas encore participé à s'associer à l'Instrument en fournissant des informations l'année prochaine.

Le Bureau des affaires de désarmement mène une action soutenue – et ici je voudrais lui exprimer mes remerciements – pour permettre une meilleure connaissance des procédures des deux instruments mondiaux relatifs à la transparence dans le domaine des armements régis par le Secrétariat, à savoir le Registre des armes classiques et l'Instrument normalisé pour l'établissement des rapports sur les dépenses militaires, en vue de parvenir à une participation plus large et plus constante. Ainsi, le Bureau des affaires de désarmement a organisé un atelier régional sur la transparence dans le domaine des armements, qui s'est tenu au Sénégal en juin 2009. Je mentionnerai à cet égard le dépliant distribué par le Bureau et contenant des informations de base.

Au cours de la dernière décennie, soit de 1999 à 2008, les dépenses militaires mondiales ont augmenté exponentiellement de 45 %. Les fonds consacrés à cet effet ne peuvent donc pas être utilisés dans d'autres domaines. Sachant qu'il n'existe pas de données fiables sur les dépenses militaires d'un certain nombre de pays, un système actualisé pour l'établissement des rapports sur les dépenses militaires pourrait, selon nous, fournir de base d'informations internationalement acceptée et contribuer à la transparence et au renforcement de la confiance.

Je saisis cette occasion pour remercier les délégations qui ont, cette année, parrainé notre projet de résolution, portant à plus de 60 le nombre d'auteurs. J'encourage les autres délégations à s'y joindre. Notre projet de résolution reste ouvert au parrainage, et j'espère qu'il sera cette fois encore adopté sans être mis aux voix.

M^{me} Miculescu (Roumanie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, puisque je prends également la parole pour la première fois devant la Commission, j'ai le plaisir de vous féliciter, ainsi que vos collaborateurs, pour votre direction pleine d'élégance et de sagesse.

La Roumanie est honorée de travailler avec l'Allemagne en tant qu'auteur du projet de résolution A/C.1/64/L.43 intitulé « Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires ». Je me permets d'ajouter quelques observations à la présentation que vient de faire éloquentement l'Ambassadeur Helmut Hoffmann.

Le 12 décembre 2009, comme la Commission le sait, marquera le vingtième anniversaire de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 35/142 B sur la réduction des budgets militaires. Cette résolution a instauré l'Instrument normalisé des Nations Unies pour l'établissement des rapports sur les dépenses militaires. Il s'agit d'un outil important qui a subi l'épreuve du temps et prouvé qu'il a toujours sa raison d'être dans certaines circonstances internationales actuelles. Comme l'a souligné le Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies, alors que pendant les années 1980 et 1990 une moyenne annuelle de moins de 30 pays ont participé au processus des rapports, ce nombre a augmenté de façon significative au cours de ces dernières années. Nous espérons que cette tendance continuera.

Dans un monde en constant changement et marqué par une forte augmentation des dépenses militaires qui ont atteint des niveaux historiques, comme l'a souligné l'Ambassadeur Hoffmann, l'Instrument normalisé ne saurait rester en l'état et doit donc être adapté aux réalités. C'est pourquoi la Roumanie a été encouragée par la demande de l'Assemblée générale de constituer un groupe d'experts chargé d'examiner le fonctionnement et l'amélioration de cet instrument. Nous espérons que des recommandations précieuses découleront du travail du Groupe et qu'elles seront disponibles à la soixante-sixième session.

Le projet de résolution que nous présentons cette année encourage les États Membres à fournir leurs vues et suggestions sur les moyens d'améliorer le fonctionnement de l'Instrument normalisé pour l'établissement des rapports sur les dépenses militaires et d'élargir la participation à ce processus. Selon nous, ces évaluations fournies par les États Membres pourraient être une précieuse source d'inspiration pour les futurs travaux du Groupe d'experts gouvernementaux.

Pour terminer, je saisis également cette occasion pour remercier les pays qui ont parrainé le projet de résolution et, bien sûr, j'invite les autres à se joindre à

la liste des auteurs. Je ne voudrais pas terminer sans remercier nos collègues allemands pour leur direction irréprochable et leur coopération en cette matière et, naturellement, espérer que le projet de résolution sera adopté une fois encore sans être mis aux voix.

M. Perazza (Uruguay) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et États associés : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela et mon pays, l'Uruguay.

Dans la perspective de la tenue, en juin 2010, de la quatrième Réunion biennale des États chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes, il nous semble opportun de nous pencher sur cette question. Avant tout, nous félicitons l'Ambassadeur Pablo Macedo, du Mexique, de son élection au poste de Président de cette réunion et lui exprimons notre plein appui.

Les États membres du MERCOSUR et États associés ont souligné à maintes reprises leur volonté de mettre en œuvre le Programme d'action en tant que principal instrument pour l'adoption de mesures aux niveaux international, régional et national. À cet égard, il est temps, selon nous, de donner une suite plus concrète aux recommandations découlant du document de fond publié lors de la plus récente Réunion biennale, tenue en juillet 2008.

Puisque le Programme d'action évoque la question du commerce des armes sous tous ses aspects, il doit nécessairement prendre en compte les munitions et les explosifs. Par conséquent, il est essentiel, pour la mise en œuvre de cet instrument, de traiter cette question de manière intégrée. Nous tenons à rappeler que le caractère juridiquement non contraignant du Programme d'action constitue un obstacle à sa mise en œuvre.

Entre autres, nous réaffirmons la position du bloc régional, énoncée dans le document A/CONF.192/BMS/2008/WP.7 et soulignons les éléments suivants de ce document : l'appui à la conclusion d'un instrument international juridiquement contraignant pour régler le courtage illicite des armes légères et de petit calibre et l'examen des recommandations figurant dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux établi par la résolution 60/81 de l'Assemblée générale, l'appui à un autre instrument international juridiquement contraignant visant à permettre aux États

de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites, l'établissement de systèmes efficaces pour vérifier les certificats des utilisateurs finaux et la création d'un cadre international pour l'authentification, l'ajustement et la normalisation des certificats des utilisateurs finaux.

Les États membres du MERCOSUR et États associés appuient le projet de résolution présenté annuellement par la Colombie, l'Afrique du Sud et le Japon, intitulé « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects (A/C.1/64/L.42). Nous espérons que, cette année encore, ce projet de résolution sera adopté par consensus. Ce serait là un signe positif de la volonté de tous les États d'universaliser le Programme d'action.

Concernant les mesures de confiance, les États membres du MERCOSUR et États associés pensent qu'elles continuent d'être un outil important pour consolider la paix et la sécurité internationales. À cet égard, il convient de souligner que ces mesures, en réduisant les incertitudes et en prévenant les conflits, sont un outil efficace pour assurer une plus grande intégration dans les domaines politique, économique et culturel à travers une transparence et une coopération accrues dans les domaines de la défense et de la sécurité.

À cet égard, nous rappelons le rôle actif joué par la République argentine dans l'élaboration du projet de résolution présenté au cours des cinq dernières années, intitulé « Information sur les mesures de confiance dans le domaine des armes classiques », qui a été adopté par consensus et parrainé par tous les États du bloc régional. Nous encourageons les États membres à participer à la base de données informatisées créée par cette initiative, qui permet d'évaluer périodiquement les progrès réalisés dans la conception et l'application des mesures de confiance au niveau mondial. Cet outil constitue un mécanisme supplémentaire de transparence au sein des Nations Unies. Nous demandons de nouveau au Secrétaire général de maintenir à jour la base de données et de fournir une aide aux États qui le demandent pour l'organisation de séminaires, de cours et d'ateliers pour permettre de mieux connaître les nouveautés en la matière.

Il ne faut pas oublier que notre région a été pionnière dans l'adoption de mesures de confiance en matière d'armes classiques. Ces mesures sont devenues un élément essentiel d'un réseau d'accords de

coopération de portée régionale, sous-régionale et bilatérale, qui ont été conclus pour compléter les institutions de sécurité. Toutefois, nous ne devons pas nous limiter à la mise en œuvre des mesures de confiance actuelles. En effet, celles-ci sont dynamiques et peuvent évoluer en fonction des besoins particuliers des États qui les appliquent. C'est pourquoi nous proposons de rechercher et d'appliquer de nouvelles mesures complémentaires qui tiennent dûment compte des questions multidimensionnelles et transversales relatives à la défense et à la sécurité.

Le MERCOSUR et États associés renouvellent leur plein appui à l'action de la communauté internationale pour interdire les armes à sous-munitions afin d'atténuer sensiblement les conséquences humanitaires, sociales et économiques de ces armes pour les populations civiles. Outre la Convention sur les armes à sous-munitions, ouvert à la signature en décembre 2008, il est important que les États parties à la Convention sur certaines armes classiques continuent de fournir l'appui nécessaire aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux, dirigé par l'Ambassadeur Gustavo Ainchil, de l'Argentine, et chargé d'examiner la question en vue d'adopter un protocole à cette convention.

Pour les États membres du MERCOSUR et États associés, il convient également de rappeler les séquelles pernicieuses des mines antipersonnel et, par conséquent, la nécessité de les éliminer. Nous nous félicitons à cet égard de la convocation de la deuxième Conférence d'examen des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction qui, sur le thème « Sommet pour un monde sans mines : un engagement partagé », se tiendra à Cartagena (Colombie) du 29 novembre au 4 décembre 2009. Nous souhaitons vivement que cette conférence constitue un jalon de plus dans l'élimination progressive des mines antipersonnel existant dans les arsenaux militaires mondiaux. Il est donc indispensable et urgent que la Convention revête une portée universelle.

Nous remercions le Président Roberto García Moritán, de l'Argentine, pour la présentation du rapport du Groupe de travail à composition non limitée en vue d'un traité sur le commerce des armes (A/AC.277/2009/1, créé conformément à la résolution 63/240 de l'Assemblée générale. Nous saisissons cette occasion pour le féliciter du travail qu'il accomplit à la tête du Groupe. Nous réaffirmons notre appui au

Groupe de travail qui a reconnu la nécessité de rechercher des solutions aux problèmes liés au commerce non réglementé des armes classiques et à leur détournement vers les marchés illicites, étant donné que cette menace peut aggraver l'instabilité, le terrorisme international et la criminalité transnationale organisée.

Conformément à ces conclusions, les États membres du MERCOSUR et États associés ont apprécié la tenue, en mars et juillet 2009, des deux sessions de fond du Groupe de travail. Nous sommes d'accord avec le Groupe pour dire qu'il convient d'examiner de façon ouverte, transparente et non discriminatoire les éléments d'un éventuel traité juridiquement contraignant qui établisse des normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques. Parallèlement, cet examen nous permettrait d'atteindre un équilibre au profit de tous, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et d'autres obligations internationales existantes, essentielles au regard de cette question.

J'ajouterai que, grâce au Groupe de travail, tous les États membres ont eu la possibilité d'exprimer largement leurs vues sur les objectifs, la portée, les principes, les paramètres et d'autres aspects d'un éventuel traité. Des discussions inclusives au cours desquelles tous les États ont souligné la nécessité de parvenir à un accord général sur les questions à l'examen nous ont permis de poursuivre une démarche progressive en vue d'élaborer un projet de traité conformément aux recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux. Ces discussions de grande portée et constructives ont été centrées sur l'ensemble des éléments susceptibles de réunir le consensus. Comme le Président du Groupe l'a indiqué, le Groupe reste attaché à un processus progressif, transparent et ouvert sans chercher à tirer des conclusions hâtives qui risqueraient d'entraver une entente commune sur les défis liés au commerce des armes classiques.

Nous rappelons qu'aucune réglementation ne saurait remettre en cause le droit de tous les États à la légitime défense énoncé à l'Article 51 de la Charte, ni le droit de tous les États à fabriquer, importer, exporter, transférer et détenir des armes classiques pour leur légitime défense et leurs besoins de sécurité et à participer aux opérations de maintien de la paix.

Pour terminer, le MERCOSUR et États associés appuient sans réserve le rapport du Groupe de travail.

En conséquence, nous encourageons la communauté internationale à appuyer la poursuite du processus entamé.

M^{me} Brown (Jamaïque) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole, je vous adresse mes félicitations pour votre accession à la présidence de la Première Commission et vous assure de notre plein appui.

La délégation jamaïcaine souscrit à l'intervention faite hier par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des non-alignés.

Comme nous l'avons souligné au cours du débat général, la Jamaïque se félicite de l'évolution positive enregistrée récemment en ce qui concerne l'ordre du jour du désarmement et de la non-prolifération au niveau mondial. Cette embellie nous donne de nouveaux espoirs et nous encourage, comme l'ont montré les débats au sein de la Commission, à œuvrer à l'élimination complète des armes nucléaires et autres armes de destruction massive. À ce stade, nous souhaitons que des efforts mondiaux analogues soient entrepris pour faire évoluer la situation dans le domaine des armes classiques, notamment le commerce illicite des armes légères et de petit calibre en un moment où la communauté mondiale des nations intensifie les stratégies pour lutter contre le terrorisme.

Alors que nous concentrons nos efforts dans ces directions, il est tout aussi urgent de remédier au fléau que constituent pour nos sociétés les armes classiques, notamment le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Il ne s'agit pas d'une menace mais d'une réalité. Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre devient un problème persistant et inextricable pour de nombreux pays en développement comme la Jamaïque.

Des actions déterminées et coordonnées pour enrayer le commerce illicite de ces armes sont essentielles si nous voulons parvenir à une solution permanente. L'accès incontrôlé à ces armes et à ces munitions illicites et leur prolifération créent également de graves difficultés sur les plans humanitaire et socioéconomique pour de nombreux États, notamment pour les pays en développement.

En Jamaïque, il existe un lien de cause à effet entre le trafic de stupéfiants, la prolifération illicite d'armes de petit calibre et la présence de bandes criminelles. Ce lien a donné lieu à la création d'un

réseau criminel extrêmement organisé, appuyé par différentes organisations criminelles très structurées qui opèrent à l'intérieur et en dehors de notre région, et au développement d'une sous-culture qui glorifie la violence et vante la possession d'armes à feu.

Depuis 2000, la police jamaïcaine a récupéré plus de 5 000 armes diverses et plus de 127 000 munitions. Mais ces saisies n'ont que peu d'incidence sur l'augmentation des crimes à main armée, à tel point que le Gouvernement jamaïcain continue de réaffecter des ressources déjà rares du budget du développement national à la lutte contre la criminalité.

Le Gouvernement n'est certainement pas resté inactif. Au cours des dernières années, il a pris une série de mesures pour lutter contre la criminalité armée, notamment contre le transit, l'importation et l'exportation de stupéfiants, d'armes et de munitions illicites. Il s'est, entre autres, doté d'une équipe spéciale de lutte contre les stupéfiants et la criminalité qui cible les principaux acteurs du commerce illégal de stupéfiants, les bandes criminelles organisées et les trafiquants d'armes légères. Il a adopté une loi sur les actes criminels destinée à confisquer les biens des personnes impliquées dans le commerce illicite des armes à feu et des stupéfiants. Il a créé une commission interministérielle pour s'attaquer aux problèmes liés à la demande et à la fourniture de stupéfiants en Jamaïque. Il a regroupé tous les services du renseignement en un bureau national du renseignement pour améliorer l'efficacité des capacités de collecte de renseignements et, avec l'aide des responsables des marines de la France, des États-Unis et du Royaume-Uni, nous avons pu accroître nos capacités de surveillance le long des côtes.

Par ailleurs, nous nous félicitons des travaux du Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, notamment dans le domaine du commerce illite des armes légères et de petit calibre. La coopération avec le Centre reste une partie essentielle de notre action pour lutter contre les armes illicites. La Jamaïque entend poursuivre sa coopération très fructueuse avec le Centre au bénéfice de la région tout entière.

Nous saisissons également cette occasion pour remercier vivement le Programme des Nations Unies pour le développement de l'appui sans faille qu'il apporte au Gouvernement jamaïcain, par l'intermédiaire de ses bureaux à Kingston, alors que

nous sommes aux prises avec les problèmes liés au commerce illicite des armes légères et de petit calibre.

La Jamaïque continue d'appeler les États à mettre en œuvre efficacement et rapidement le Programme d'action de 2001 visant à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et à apporter l'aide requise aux États qui rencontrent des difficultés dans la mise en œuvre des recommandations du Programme. L'incapacité de nombreux pays en développement à mettre en œuvre efficacement le Programme d'action a été un thème récurrent de la troisième Réunion biennale des États chargés d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies. Puisque nous sommes d'accord sur le fait que la responsabilité de régler les problèmes liés au commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects incombe au premier chef à tous les États, nous appelons la communauté internationale à une coopération plus étroite pour aider les pays en développement à respecter tous leurs engagements. Nous attendons avec intérêt la quatrième Réunion biennale des États en 2010, pour tirer parti des acquis et aller de l'avant.

Nous continuons d'appeler à l'établissement d'un système pour le marquage et le traçage des armes légères et de petit calibre. Nous demandons également que les munitions soient intégrées au Programme d'action en tant que question nécessitant un examen approfondi et des mesures. De plus, la mise au point et l'adoption d'un traité sur le commerce des armes seront des éléments très importants dans la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. À cet égard, nous appuyons fermement les efforts en cours en vue d'établir un tel traité et d'imposer des contrôles stricts sur le commerce de ces armes. Nous souhaiterions que cet instrument soit achevé dans un avenir assez proche. Un traité sur le commerce des armes devrait englober, entre autres, l'exportation, la réexportation, l'importation, le transfert, le transit et le transbordement de toutes les armes classiques, y compris les composants, les munitions et la technologie entrant dans la fabrication de ces armes.

M. Owade (Kenya) (*parle en anglais*) : Le Kenya s'associe à l'intervention que fera la délégation nigériane au nom du Groupe des États d'Afrique et à celle faite hier par la délégation indonésienne au nom du Mouvement des non-alignés.

Nous demeurons préoccupés par la prolifération continue des armes légères et de petit calibre, notamment en Afrique. Ces armes continuent d'alimenter les conflits, la violence et la criminalité dans de nombreuses régions du continent. Les effets des armes légères et de petit calibre sur le développement socio-économique sont, pour le moins, dévastateurs. Outre les pertes directes de milliers de vies et les innombrables mutilations, les perturbations dans les domaines de l'éducation, des services de santé, des activités agricoles et commerciales contribuent à ralentir l'agenda du développement de l'Afrique. L'insécurité fait fuir les investisseurs et les gouvernements doivent consacrer une partie de leurs maigres ressources pour renforcer leur appareil de sécurité aux dépens des investissements économiques et sociaux.

L'incidence sur le développement socioéconomique conduit à son tour à la menace d'une insécurité accrue, plongeant ainsi un certain nombre de pays africains dans une spirale de violence et de conflits. Notre région a récemment été témoin d'un nouveau phénomène lié à l'accès facile aux armes légères et de petit calibre, à savoir la piraterie. La piraterie au large des côtes de Somalie a une grave et négative incidence sur le Kenya, la corne de l'Afrique et la communauté internationale dans son ensemble, étant donné que les pirates s'attaquent directement à tous les navires et au commerce maritime international. La rançon versée aux pirates leur permet d'acquérir davantage d'armes de plus en plus perfectionnées, tels les engins lanceurs de grenades. Ce phénomène montre à l'évidence la nécessité d'une plus grande coopération internationale pour entraver la prolifération des armes illicites car la menace de la relation entre la piraterie et le terrorisme devient réelle.

Le Kenya est fermement attaché au Programme des Nations Unies visant à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et espère que la quatrième Réunion biennale des États débouchera sur des résultats pragmatiques et solides. Le Kenya a entrepris différentes actions aux niveaux national, sous-régional, régional et international pour remédier au problème de la circulation illicite des armes légères et de petit calibre, notamment en mettant au point un cadre juridique et politique en matière d'armes légères et de petit calibre. Le Gouvernement continue d'œuvrer avec la société civile pour lutter contre la prolifération de ces armes.

À travers les organisations régionales, comme le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la corne de l'Afrique, les États riverains et au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est, le Kenya a acquis la technologie et les compétences nécessaires pour le marquage des armes à feu appartenant à l'État. Nous attendons de la quatrième Réunion biennale qu'elle renforce la capacité de ces organisations régionales pour continuer à faire un travail efficace. Nous espérons vivement que la coopération et l'aide internationale feront l'objet de l'attention voulue.

Le Kenya a toujours appuyé les initiatives en vue de l'établissement d'un traité sur le commerce des armes juridiquement contraignant régissant les transferts d'armes pour que celles provenant d'un commerce légitime ne finissent pas sur le marché illicite. À cet égard, nous constatons avec satisfaction que, dans sa session de juillet 2009, le Groupe de travail à composition non limitée en vue d'un traité sur le commerce des armes a été d'accord pour dire qu'une action internationale est nécessaire pour remédier au commerce non réglementé des armes classiques. En tant qu'auteur initial du projet de résolution relatif à un traité sur le commerce des armes (A/C.1/64/L.38), le Kenya appuie fermement la convocation, en 2012, d'une conférence des Nations Unies sur l'établissement d'un tel traité et prie les représentants d'appuyer le projet de résolution présenté par le Royaume-Uni, l'Argentine, l'Australie, Costa Rica, la Finlande et le Kenya, qui demande la convocation de cette conférence.

Le Kenya reste engagé dans la lutte pour interdire les mines antipersonnel. À cet égard, nous attendons avec intérêt la deuxième Conférence d'examen des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, qui se tiendra à Carthagène, Colombie, en novembre 2009. Ayant eu le privilège d'accueillir la première Conférence d'examen à Nairobi et de participer activement à toutes les Réunions des États parties à la Convention, le Kenya attend de la Conférence de Carthagène des résultats solides et une suite à la mise en œuvre du Programme d'action de Nairobi. Nous appelons les États qui n'ont pas encore signé la Convention à le faire d'urgence.

Dans le même esprit, le Kenya a signé la Convention sur les armes à sous-munitions en décembre 2008. Comme dans le cas de la Convention

sur l'interdiction des mines, le Kenya n'est pas un État touché et ne possède pas d'armes à sous-munitions mais il est essentiel, pour nous, d'appuyer ces deux Conventions dont l'objectif est de rendre notre monde plus sûr et plus humain. À cet égard, nous avons entamé les processus internes pour la ratification de la Convention sur les armes à sous-munitions.

Le Kenya est conscient de la relation étroite entre le développement économique et la sécurité. Nous reconnaissons également que le développement durable n'est pas possible sans une sécurité sur le long terme. Nous sommes très préoccupés par le coût des conflits armés et de la violence qui, outre la tragédie humaine concomitante en Afrique, est estimé à plus de 18 milliards de dollars annuellement. Les dépenses consacrées par les gouvernements africains pour faire face à ce problème auront une incidence négative sur leurs perspectives d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour ces raisons, le Kenya a été parmi les premiers signataires de la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement. Nous continuons de participer activement aux travaux de groupe de Genève chargé de la mise en œuvre de cette déclaration. À cet égard, ma délégation se félicite du rapport du Secrétaire général, intitulé « Promotion du développement par le biais de la réduction et la prévention de la violence armée » (A/64/228) et souhaite la réalisation effective des objectifs de la Déclaration de Genève, qui permettrait de changer la situation sur le terrain.

Je terminerai en demandant instamment à toutes les délégations de faire preuve de dévouement et de volonté pour assurer un monde meilleur et plus sûr. Tirons parti du nouvel esprit positif manifesté récemment en prenant des mesures pour lutter contre la menace liée aux armes classiques. Nous renouvelons l'appui du Kenya aux actions menées pour raffermir la paix et la sécurité internationales.

M. Khair (Soudan) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je tiens d'emblée à vous féliciter pour la façon compétente dont vous dirigez nos travaux. Je vous souhaite, ainsi qu'à tous les membres du Bureau, plein succès dans cette tâche. Je souhaite également remercier le Président du Groupe de travail à composition non limitée en vue d'un traité sur le commerce des armes de son intervention sur les armes légères et de petit calibre. Nous saluons l'action menée par le Bureau des affaires de désarmement pour

promouvoir des mécanismes multilatéraux et la coopération internationale dans la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. La délégation du Soudan appuie pleinement cette action.

Ma délégation souscrit sans réserve aux interventions faites par les représentants de l'Indonésie au nom des États membres du Mouvement des non-alignés et du Nigéria au nom du Groupe des États d'Afrique. Nous accordons un intérêt particulier à cette partie des débats relative à la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, d'autant plus que les pays les plus touchés sont des pays en développement et des pays pauvres.

Le Soudan continue de n'épargner aucun effort aux niveaux international et régional pour combattre le commerce illicite des armes légères. De plus, mon pays s'attache à renforcer son bureau national pour promouvoir la législation requise et adopter les contrôles nécessaires sur la gestion des stocks d'armes et la destruction des générations non utilisées de ces armes, sans oublier la mise au point de programmes de contrôle, de traçage et de marquage, comme nous l'avons dit clairement dans nos précédentes interventions à cet égard.

Comme la Commission le sait, pour que de telles actions soient efficaces, elles nécessitent une expertise technique de haut niveau, du personnel formé et les dernières technologies, notamment pour ce qui est du traçage et du marquage transfrontaliers et des activités régionales et nationales qui y sont liées. Nous savons parfaitement que les actions menées au niveau régional restent limitées et ne peuvent être complétées que par le biais d'une assistance financière et technique fournie par les pays développés aux pays touchés, conformément au chapitre II du Programme d'action des Nations Unies visant à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

À cette fin, la délégation de mon pays appuie la proposition de créer un fonds de prévoyance pour la mise en œuvre du Programme d'action ainsi que pour la collecte et la destruction d'armes. Le fonds devrait fonctionner sur la base de priorités bien définies, offrir une assistance technique et financière conformément aux demandes des autorités des pays intéressés, notamment en ce qui concerne les activités techniques des bureaux nationaux, la gestion des stocks, la destruction des armes en surplus et les opérations

menées par les services des douanes et la police des frontières.

La prolifération des armes légères et de petit calibre constitue un défi direct auquel font face la plupart des pays en développement représentés à l'Organisation. Le plus dangereux est la facilité d'accès à ce commerce par des groupes non étatiques, notamment la possibilité pour des groupuscules terroristes d'acquérir ces armes. Pour cette raison, ma délégation tient à dire que la lutte contre la prolifération des armes légères devrait être entreprise en premier lieu par les États producteurs, et non pas seulement par les pays touchés par ce phénomène. Les États producteurs devraient s'engager à ne pas exporter d'armes aux groupes et individus qui opèrent sans contrôle.

Le Soudan mène des actions multilatérales dans le cadre de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et du Groupe des États du Sahel et du Sahara. Je mentionnerai également nos initiatives lancées avec les États voisins pour redéfinir les frontières et mieux surveiller les points de contrôle et les postes de douanes de façon à enrayer la prolifération de ces armes, qui est liée à la criminalité transnationale organisée, au terrorisme, au trafic de stupéfiants et aux conflits. Tous ces facteurs contribuent grandement à la pauvreté et aux catastrophes environnementales. La Déclaration du Millénaire des Nations Unies devrait être mise en œuvre en ce qui concerne les questions humanitaires de la plus grande urgence, y compris le développement durable.

Pour terminer, mon pays espère que la Conférence des États chargée d'examiner l'application du Programme d'action sera pour nous l'occasion d'adopter des mesures concrètes pour renforcer et mettre en œuvre ces instruments afin d'assurer l'appui international et l'assistance aux pays pour la réalisation de leurs programmes nationaux.

M. Rao (Inde) (*parle en anglais*) : L'Inde est résolue à relever les défis posés par les armes classiques dans le domaine de la sécurité internationale. Alors que la priorité a été accordée, à juste titre, aux armes de destruction massive dans le cadre du désarmement et de la maîtrise des armements, les armes classiques et les armes légères continuent de nous préoccuper vivement. Nous nous associons à

l'intervention faite par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des non-alignés.

Les armes classiques, notamment les armes légères et de petit calibre, continuent à faire peser une lourde menace sur la sécurité des États. Leur emploi arbitraire et irresponsable, notamment par des acteurs non étatiques, continue de causer de graves problèmes humanitaires. Ces armes perturbent la stabilité politique et l'harmonie sociale, compromettent le pluralisme et la démocratie et entravent la croissance et le développement. Elles alimentent le terrorisme international et les conflits internes et, de ce fait, portent gravement atteinte à la sécurité des États.

Les Nations Unies ont obtenu un certain succès en se penchant sur la menace liée au commerce illicite des armes légères. Le Programme d'action sur les armes légères, adopté en juillet 2001, présente une façon réaliste, réalisable et globale de traiter le problème aux niveaux national, régional et mondial. L'intégralité du caractère de consensus du Programme d'action doit être préservée et renforcée. L'Inde participera de façon constructive à la quatrième Réunion biennale des États sur les armes légères et à la Conférence d'examen sur le Programme d'action, qui doit se tenir au plus tard en 2012. Selon nous, les Gouvernements nationaux portent la responsabilité première de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Les transferts d'armes à des acteurs non étatiques et à des bandes terroristes doivent être interdits.

L'Inde continuera également de poursuivre l'objectif d'une interdiction non discriminatoire, universelle et complète des mines antipersonnel de façon à répondre aux demandes des États en matière de légitime défense. Les mines antipersonnel continuent de jouer un rôle important dans la défense des États qui possèdent de longues frontières terrestres établies sur des zones difficiles et inhospitalières. La disponibilité de nouvelles technologies militaires efficaces, non létales et peu coûteuses faciliterait le processus d'élimination complète des mines antipersonnel.

La Convention sur certaines armes classiques demeure la seule instance universelle réunissant les principaux utilisateurs et producteurs d'armes classiques. Elle permet ainsi aux instruments qui en découlent d'avoir une portée significative sur le terrain. L'Inde a le privilège de faire partie d'un petit groupe de pays qui ont ratifié tous les instruments de la

Convention et elle aura l'honneur de présider la troisième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V. Nous avons également proposé de larges consultations pour examiner un nouveau format et renforcer la Convention qui, d'un commun accord, réaffirmerait et renforcerait l'application du droit international dans les domaines de la réglementation et de la protection des victimes de guerre.

Nous partageons les préoccupations de la communauté internationale sur les conséquences humanitaires de l'emploi irresponsable d'armes à sous-munitions. Dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques, l'Inde a participé activement aux débats en cours en vue de négocier un instrument compatible avec le mandat du Groupe d'experts gouvernementaux adopté en novembre 2007, qui établit un équilibre entre les préoccupations militaires et humanitaires. Nous attendons avec intérêt d'autres débats à la réunion sur la Convention à Genève, en novembre.

L'Inde a régulièrement fourni ses données nationales au Registre des armes classiques des Nations Unies, qui est un important instrument de renforcement de la confiance. Nous avons pris une part active aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur la tenue du Registre. Le Groupe d'experts devrait se pencher attentivement sur la nouvelle classe d'équipements utilisés dans les opérations de combat avant son inclusion dans le Registre. Nous souhaitons également une plus grande transparence dans les dépenses militaires, ce qui est une caractéristique des États démocratiques.

L'Inde a participé assidûment aux activités du Groupe de travail à composition non limitée en vue de l'établissement d'un traité sur le commerce des armes. En examinant la situation actuelle de manière non discriminatoire et en se fondant sur les principes de la Charte des Nations Unies, le Groupe a reconnu que les responsabilités incombent respectivement aux exportateurs et aux importateurs. Le Groupe de travail a également reconnu la nécessité d'examiner les problèmes liés au commerce non réglementé des armes classiques et à leur détournement vers le marché illicite. Considérant que ces risques peuvent alimenter l'instabilité, le terrorisme international et la criminalité transnationale organisée, le Groupe a préconisé des mesures internationales à l'égard de ce problème.

Nous espérons qu'un nouvel examen du traité sur le commerce des armes aura lieu à l'ONU sur la base

d'un processus progressif, ouvert et transparent sans date limite artificielle, tout en reconnaissant que les perspectives de création d'un instrument accepté universellement seraient améliorées à travers un mécanisme permettant d'aboutir à la prise de décision. Il est essentiel qu'un tel instrument soit conforme au droit des États à la légitime défense, à la protection de leur politique étrangère ainsi qu'à leurs intérêts nationaux de sécurité.

M. Hermoso (Philippines) (*parle en anglais*) : Les Philippines souscrivent à l'intervention du représentant de l'Indonésie faite au nom du Mouvement des non-alignés.

Nous sommes vivement préoccupés par la situation existant dans le domaine des armes classiques. Les différents types d'armes entrant dans cette catégorie sont largement utilisés et tuent aveuglément. Ces armes menacent la région tout entière et entravent le développement économique des États. Le transfert, la fabrication et la circulation illicites des armes légères constituent une grave menace à la paix et à la sécurité internationales étant donné que ces armes, bien que moins destructrices comparativement à d'autres, sont produites, fabriquées, transférées et transportées facilement et au moindre coût. Les armes légères illicites causent, encouragent et/ou prolongent des conflits – souvent des guerres meurtrières interétatiques. De même, les armes légères encouragent et aident des éléments criminels à perpétrer en toute impunité des crimes contre les personnes et les biens.

Selon nous, la meilleure façon d'aborder le problème des armes légères illicites est d'appliquer le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères dans tous ses aspects. C'est pourquoi nous appelons les États producteurs à observer rigoureusement les restrictions légales pour prévenir le commerce illicite de ces armes et à les fournir uniquement aux Gouvernements responsables et à leurs entités autorisées.

Nous appelons à la stricte application de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères illicites.

Pour répondre aux défis découlant du commerce illicite des armes légères, les Philippines s'acquittent de leur engagement à l'égard des initiatives de l'Organisation, notamment du Programme d'action des

Nations Unies, en se conformant strictement aux réglementations internationales sur les armes légères, semblables à nos lois sur les armes à feu. Nous avons avancé dans la mise en œuvre du Programme d'action en maintenant les partenariats appropriés avec l'industrie locale des armes à feu, des organismes de sécurité privés, des clubs de tir et la société civile. Nous disposons de différentes lois destinées à prévenir le transfert illicite des armes légères, telle la Loi de la République n°8294 qui codifie la législation sur la possession, la fabrication, la vente, l'acquisition illégales ou la détention d'armes à feu, de munitions ou d'explosifs. Fondé sur la législation nationale, le terme « armes à feu » est utilisé dans un sens encore plus strict que la définition du Programme d'action.

Selon nous, il est primordial de coopérer de façon soutenue avec le système des Nations Unies sur cette question. À cet égard, les Philippines se dotent actuellement de mesures appropriées pour prévenir les exportations d'armes légères qui violeraient les sanctions des Nations Unies ou seraient contraires aux engagements bilatéraux, régionaux ou multilatéraux sur la non-prolifération des armes légères. Nous partageons les informations sur les transferts illicites avec des États ayant la même vision grâce à des instruments internationaux, tel l'Accord sur l'échange d'informations et l'établissement de procédures de communication.

Dans les domaines de l'exportation et de l'importation des armes légères, nous exerçons un contrôle par le biais de certificats d'utilisation ou de lettres d'intention de l'utilisateur final. De même, mon pays ne réexporte ni ne transfert d'armes légères préalablement importées.

Nous sommes conscients des effets désastreux des armes à sous-munitions et des mines terrestres longtemps après la fin du conflit. Ces armes aveugles sont à l'origine de crises humanitaires étant donné qu'elles tuent et mutilent des civils innocents et empêchent l'exploitation de terrains économiquement viables. Nous appuyons la Convention sur les armes à sous-munitions et la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction.

Nous sommes en faveur d'un futur traité sur le commerce des armes et considérons le commerce non réglementé des armes classiques et leur détournement vers le marché illicite comme une menace à la paix et à la sécurité internationales. Nous espérons qu'un tel

traité sur les armes pourra dissiper les menaces d'instabilité, de terrorisme international et de criminalité transnationale organisée liées aux transferts d'armes illégales.

M. Talab (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe à l'intervention faite par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des non-alignés, sur la question examinée aujourd'hui.

Dans le domaine des armes classiques, ma délégation partage les vues du Mouvement des non-alignés selon lesquelles il est du droit inhérent et souverain des États d'acquérir, de fabriquer, d'exporter, d'importer et de détenir des armes classiques pour leur sécurité et leur légitime défense, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Tout arrangement en vue de la réglementation des armements classiques doit être conforme aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et se fonder sur une démarche non discriminatoire et globale.

Ayant connu l'amère expérience de huit ans de guerre imposée durant laquelle des Iraniens dans des villes sans protection se sont trouvés sous les attaques constantes de missiles, dans la capitale même, l'Iran a été contraint de mettre au point sa propre technologie de missiles pour sa légitime défense. Les restrictions qui nous ont été imposées et la générosité de certaines Puissances à fournir divers types de missiles à l'armée de Saddam ont enseigné aux Iraniens qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes pour défendre leur pays.

Parallèlement, mon pays appuie toute démarche globale et non discriminatoire pour traiter la question des missiles sous tous ses aspects. Dans ce contexte, comme les membres le savent, la résolution proposée conjointement par l'Égypte, l'Indonésie et l'Iran a constamment bénéficié du soutien des États membres. En raison de l'absence de normes ou de dispositions internationalement agréées, la République islamique d'Iran estime que les Nations Unies sont le seul cadre adéquat pour traiter la question des missiles sous tous ses aspects. La démarche discriminatoire entreprise hors du cadre de l'Organisation a déjà échoué et elle ne contribuera pas à traiter cette importante question de façon globale.

Dans ce contexte, je rappellerai que les chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des non-alignés ont souligné « la nécessité de maintenir la question des missiles sous toutes ses aspects à l'ordre

du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies ». Ils se sont également félicités que le Groupe d'experts gouvernementaux établi conformément à la résolution 59/67 ait achevé avec succès ses travaux en 2008 et présenté son rapport à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session. Ils ont également souligné qu'il convenait de tenir compte des préoccupations de sécurité de tous les États aux niveaux régional et mondial dans toute démarche relative à la question des missiles sous tous ses aspects.

La République islamique d'Iran accorde également un grand intérêt à l'examen de la question des armes classiques à l'ONU. Selon nous, il est essentiel de définir et de maintenir une approche intégrée afin de traiter efficacement des effets négatifs du commerce d'armes illicites. Il va sans dire que d'énormes efforts ont déjà été faits par la communauté internationale qui a mis au point le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et l'a adopté par consensus à la Conférence des Nations Unies sur cette question, en 2001.

En outre, l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites a fait l'objet de négociations approfondies de la part des États Membres et a été adopté en 2005 par l'Assemblée générale dans le cadre de son Programme d'action. Tous ces efforts, qui représentent une démarche multilatérale progressive, ne devraient pas être soudainement abandonnés ou négligés.

Alors que l'un des principaux problèmes des pays en développement à cet égard est le transfert d'armes légères illicites, certains pays essaient d'en induire d'autres en erreur en insinuant que le problème est lié au commerce relatif aux sept catégories d'armes, notamment aux navires de guerre, aux avions de combat, aux missiles, aux véhicules blindés et aux chars. Selon nous, la meilleure façon d'aborder le problème du commerce illicite d'armes légères est de centrer notre attention sur les principales questions et d'œuvrer de façon constructive tout en tenant compte des préoccupations de tous.

Toutefois, les États membres ont participé de façon constructive aux activités du Groupe de travail à composition non limitée en vue d'un traité sur le commerce des armes. Le premier rapport de consensus

du Groupe (A/63/334) a été une mesure positive mais, aux yeux de nombreuses délégations, la nouvelle proposition de passer à l'étape suivante, c'est-à-dire une conférence des Nations Unies, est une mesure précipitée et prématurée. De façon regrettable, le principal auteur n'a pas tenu compte des vues des délégations, à l'exception d'une seule. C'est un sujet de préoccupation et un signe négatif pour l'avenir de ce processus.

Les grands fabricants d'armes continuent sans cesse leur production. La plupart de ces armes sont destinées à l'exportation, d'où une source de grave préoccupation. La surproduction pourrait conduire à une fourniture excessive d'armements et, en conséquence, faciliter leur introduction dans des régions de tension. L'exportation ambitieuse et irresponsable d'armes vers la région du Moyen-Orient en est un exemple. L'exportation, pour des milliards de dollars, d'armes et d'aide militaire vers certains pays du Moyen-Orient est une question préoccupante non seulement pour nous, mais également pour de nombreux pays épris de paix de la communauté internationale.

La plupart des armes exportées, notamment des armes offensives perfectionnées, vers le régime sioniste ont pour but de permettre à la machine de guerre de ce régime de poursuivre sa politique expansionniste, agressive et déstabilisatrice dans la région. Selon les rapports bien documentés des Nations Unies sur les crimes de guerre commis par des officiers militaires et des hauts fonctionnaires du régime sioniste, les principaux fournisseurs d'armes, dont les noms figurent dans un rapport de l'ONU, doivent immédiatement cesser d'exporter des armes à ce régime et s'abstenir de continuer à alimenter sa dangereuse machine de guerre.

Pour terminer, je tiens à dire qu'au niveau national mon pays a appliqué et continue d'appliquer de façon responsable des mesures efficaces pour endiguer le commerce et le transfert d'armes illicites. En même temps, nous soulignons le droit inhérent des États à la production nationale, à l'exportation et au transfert en toute légalité de ces armes conformément aux lois et réglementations nationales strictes. Pour traiter du problème du transfert illicite d'armes et examiner des solutions possibles à cet égard, la République islamique d'Iran est prête à procéder à un échange de vues avec d'autres États membres dans le cadre des Nations Unies.

M. Lezona (Congo) : Ma délégation s'associe à l'intervention faite par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés, ainsi qu'à celle que fera la délégation nigériane au nom du Groupe des États d'Afrique.

L'entrée en vigueur, le 15 juillet 2009, du Traité de Pelindaba portant sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique est un message clair que l'Afrique a adressé à la communauté internationale quant à sa détermination à œuvrer pour un monde sûr, un monde débarrassé d'armes nucléaires, un monde libéré de la peur. Si les armes nucléaires inspirent la peur, force est de reconnaître aussi que les armes classiques, notamment les armes légères et de petit calibre, qui alimentent la plupart des conflits en Afrique, sont également une source de peur. Certes, le droit international reconnaît le droit légitime de tout État à s'armer pour assurer sa défense et sa sécurité, cependant le droit d'un État à assurer sa sécurité à outrance peut parfois conduire à une accumulation excessive d'armes classiques ayant comme conséquence la circulation et la prolifération illicites de celles-ci, leur acquisition par des acteurs non étatiques, les actes de terrorisme, la violation flagrante des droits de l'homme, l'insécurité et l'instabilité.

Chaque année, environ 500 000 personnes sont tuées à travers le monde suite à l'utilisation des armes légères et de petit calibre et des centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées fuyant les zones de conflit sont enregistrés. Dans certaines zones, l'emploi des mines antipersonnel a rendu impossible les déplacements des populations, entravant en conséquence l'aide et l'assistance du personnel des organisations humanitaires, entraînant, en corollaire, l'isolement de ces populations, un plus grande fragilisation de leur état de pauvreté ainsi que leur vulnérabilité aux maladies. C'est ici le lieu, une fois de plus, pour ma délégation de réitérer sa position en faveur d'un traité sur le commerce des armes classiques qui soit juridiquement contraignant et négocié sur une base non discriminatoire, transparente et multilatérale.

Le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères demeure à l'heure actuelle le document pertinent de référence sur lequel la communauté internationale s'appuie pour mener à bien sa lutte contre le fléau des armes légères et de petit calibre. Nous nous félicitons du fait que depuis l'adoption de ce programme d'action, en 2001, des

progrès sensibles ont été enregistrés en ce qui concerne sa mise en œuvre et nous encourageons la communauté internationale à poursuivre ses efforts dans cette direction.

Les réunions biennales régulières des États pour l'examen de la mise en œuvre de ce programme d'action sont des occasions d'évaluation de nos actions et d'échanges d'expériences qui se révèlent très utiles. Nous attendons beaucoup de la quatrième Réunion biennale pour l'examen de la mise en œuvre de ce programme d'action, qui se tiendra en juin 2010, et nous formulons le vœu qu'elle aboutisse également à un succès à l'instar de la troisième Réunion biennale qui avait adopté son rapport par consensus.

Au niveau sous-régional, je voudrais souligner ici le rôle déterminant que jouent les Nations Unies dans la promotion des programmes de désarmement et de limitation des armements, à travers le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale. Ce comité, qui regroupe 11 États, tient deux réunions annuelles au cours desquelles il travaille à mettre en œuvre le programme d'activités prioritaires de l'Afrique centrale pour la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, encore appelé Programme d'activités prioritaires de Brazzaville. Nous fondons l'espoir que la vingt-neuvième Réunion ministérielle du Comité consultatif, qui est prévue en novembre 2009, à N'Djamena, au Tchad, servira une fois de plus de cadre d'échange de vues fructueux entre les États de la sous-région et que, par ailleurs, les conclusions qui pourraient y être adoptées, ne manqueront pas d'être mises à profit par la quatrième Réunion biennale des États.

La troisième Réunion biennale d'examen pour la mise en œuvre du Programme d'action, qui s'est tenue en juillet 2008, à New York, avait mis l'accent, entre autres points, sur la coopération et l'assistance internationales ainsi que sur le renforcement des capacités nationales afin de progresser dans le domaine de la lutte contre le commerce illicite des armes légères. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'initiative prise par le Congo d'adhérer au processus du Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la corne de l'Afrique et les pays limitrophes.

Depuis 2000, le Congo s'attelle à la réalisation de ses programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants, soit de façon individuelle, soit avec l'appui de ses partenaires bilatéraux ou multilatéraux, dont les résultats se révèlent encourageants. Actuellement, un programme de collecte d'armes pour le développement est en cours de réalisation. Débuté en février 2009, ce programme a permis à la Commission nationale de coordination des politiques en matière de lutte contre les armes légères de collecter 3 000 armes, qui ont été détruites par les services de l'armée. Plus de 5 000 ex-combattants démobilisés dans le département du Pool attendent d'être réinsérés, dont 500 enfants soldats. Dans la même veine, le Gouvernement congolais a procédé, le 3 avril 2009, à la destruction de 4 000 mines antipersonnel, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de sensibilisation à la problématique des risques liés aux mines.

Le Gouvernement congolais qui attache une grande importance à la dépollution de la zone transfrontalière commune à l'Angola, à la République démocratique du Congo et à la République du Congo saisit cette occasion pour lancer une fois de plus un appel à la communauté internationale pour l'aide et l'assistance nécessaires à l'accomplissement de cette tâche. De même, le Congo prendra part activement à la deuxième Conférence d'examen sur la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa, prévue à Cartagena, en Colombie, du 30 novembre au 4 décembre 2009, qui sera également le lieu indiqué pour évaluer les progrès réalisés dans ce domaine.

Enfin, ma délégation profite de cette occasion pour remercier tous les partenaires qui accompagnent le Congo dans ses efforts de désarmement et de limitation des armements en vue de promouvoir une paix et un développement durables aux niveaux national, régional et international.

M^{me} Higgie (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Les statistiques relatives à l'incidence des armes classiques sur les civils sont connues de tous. Cependant, nous ne devons pas oublier que ces statistiques sont bien davantage que de simples chiffres. Chacune d'elles est un appel à une action urgente contre ce que certains qualifient de véritables armes de destruction massive de notre temps. Nous devons continuer à faire des progrès tangibles sur l'ensemble des questions portant sur les armes classiques. Notre communauté compte sur nous.

Le Gouvernement colombien accueillera très prochainement la deuxième Conférence des États parties à la Convention sur l'interdiction des mines terrestres. Nous nous apprêtons à coopérer avec tous les pays, à Cartagena, pour renforcer la mise en œuvre de cet instrument. Le Sommet de Cartagena marquera le dixième anniversaire de la Convention, et pourtant il y a encore beaucoup à faire.

Il est évident que les besoins des victimes ne sont pas suffisamment pris en compte dans de nombreux pays et qu'il faut encore procéder à l'enlèvement de grandes quantités de mines. La production et l'emploi de ces explosifs, notamment par les pays hors de la Convention, ont été sensiblement enrayés mais l'utilisation des mines par des acteurs non étatiques se poursuit. La Conférence d'examen devra traiter de tous ces défis de manière approfondie.

La Nouvelle-Zélande remercie la République démocratique populaire lao, l'un des pays les plus touchés par les armes à sous-munitions, de son offre d'accueillir, l'année prochaine, la première Réunion des États parties à la Convention sur les mines. La ratification par notre pays de la Convention est en cours et nous espérons participer à la réunion prévue l'année prochaine au Laos. Nous engageons tous les pays à accélérer leurs processus de signature et de ratification pour permettre la rapide entrée en vigueur de cet important instrument.

L'accumulation excessive et la propagation incontrôlée d'armes légères illicites font peser de graves menaces sur la paix et la sécurité. Nous avons coopéré avec nos partenaires du Pacifique dans un certain nombre de cadres pour lutter contre le flux d'armes illicites. Ce problème est complexe mais on ne doit pas l'ignorer. La quatrième Réunion biennale des États chargés d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, prévue l'année prochaine, sera une importante occasion de dresser le bilan de l'action entreprise et des difficultés qui subsistent. La Nouvelle-Zélande attend avec intérêt d'œuvrer avec d'autres États pour parvenir à un résultat concret en 2010, sous la présidence compétente de l'ambassadeur Macedo du Mexique.

Nous remercions l'Ambassadeur García Moritán du travail efficace qu'il a accompli durant l'année où il a présidé le Groupe de travail à composition non limitée en vue d'un traité sur le commerce des armes et

pour sa présentation faite hier devant la Commission. Nous félicitons chaleureusement l'Ambassadeur García Moritán de sa réélection, ce matin, à la présidence du Groupe de travail à composition non limitée. Le fait que nous l'ayons réélu témoigne de notre appui.

Cette année, le processus du Groupe de travail à composition non limitée a permis à chacun de s'exprimer librement. Les réunions régionales, telles celle accueillie par la Malaisie au début du mois, avec le parrainage de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et de l'Union européenne, et celle organisée récemment au Japon, ont permis à notre région de prendre mieux conscience des très graves conséquences du commerce non réglementé des armes. Nous sommes maintenant tous prêts à passer à l'étape suivante, c'est-à-dire celle des négociations de fond. À cet égard, nous nous félicitons de la voie ouverte par projet de résolution A/C.1/64/L.38 à cette fin.

Ce qu'il faut maintenant à la communauté internationale ce sont des normes applicables au niveau mondial et juridiquement contraignantes pour remédier à la situation actuelle où les contrôles sur les transferts d'armes sont incohérents et parfois inexistant. L'incidence continue du commerce illicite d'armes sur la sécurité mondiale, les conflits armés, le terrorisme, la criminalité transnationale et le développement durable est apparue clairement au cours des discussions du Groupe de travail à composition non limitée. La stabilité et le développement de ma propre région, le Pacifique, ont sans nul doute été entravés par ce commerce. Les interventions des membres d'autres régions, notamment de l'Afrique, témoignent davantage encore de l'urgence d'adopter un traité solide et satisfaisant.

Ce traité sur le commerce des armes n'aura pas une ambition dissimulée et ne visera pas à mettre un terme au commerce des armes ou à réduire les ressources que les États peuvent, de manière tout à fait légitime, consacrer aux achats d'armes. Ce ne sera pas un instrument qui cherchera, de quelque manière que ce soit, à réglementer les transferts internes d'armes, ni à influencer sur les systèmes nationaux de propriété et d'enregistrement. Il exigera des exportateurs d'obtenir une approbation préalable de leurs autorités nationales qui, à leur tour, devront examiner les demandes d'exportation selon un ensemble de critères internationaux normalisés. Cela permettra, sans aucun doute, d'avancer dans la voie du règlement des graves

problèmes posés par la fourniture et la disponibilité d'armes armes illicites au niveau international. .

Ces derniers jours, nous avons beaucoup entendu parler, ici, des règles de procédure qui devraient régir la conférence des Nations Unies en vue d'adopter notre traité en 2012. Un certain nombre de délégations ont fait valoir qu'il convenait de laisser de côté le règlement intérieur des Nations Unies et de demander que la conférence prenne des décisions sur la seule base du consensus. Effectivement, cette perspective est évoquée au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution A/C.1/64/L.38. Pour sa part, la Nouvelle-Zélande serait très satisfaite si chacun, à la Conférence diplomatique de 2012, approuvait le texte du traité proposé et appuyait son adoption sans vote. Un résultat de consensus serait certainement le plus souhaitable, mais le consensus se révèle parfois insaisissable.

Nous attendons avec intérêt de travailler avec tous nos collègues pour parvenir à un accord général sur le texte d'un traité sur le commerce des armes. Nous sommes reconnaissants aux membres de la société civile qui continuent de participer si activement et de façon constructive au processus d'un traité sur le commerce des armes.

M. Yitzhaki (Israël) (*parle en anglais*) : Selon la position de longue date d'Israël sur la maîtrise des armes classiques, les initiatives prises dans ce domaine doivent maintenir l'équilibre entre les considérations de sécurité légitime et la nécessité d'éviter des souffrances humaines inutiles. Si la communauté internationale s'est surtout occupée d'examiner la question de la prolifération des armes de destruction massive, elle a également accordé une grande attention aux menaces que représente la prolifération incontrôlée et irresponsable d'armes classiques et autres équipements et savoir-faire militaires.

Depuis quelque temps, la communauté internationale est témoin des graves conséquences humanitaires des transferts irresponsables d'armes classiques. Ces transferts renforcent les groupes extrémistes et permettent aux groupes terroristes d'obtenir, de manière infâme, des avantages politiques en utilisant ces armes contre des civils, en violation flagrante de toutes les normes morales ou juridiques. Il est évident que les transferts d'armes vers les terroristes sapent la stabilité et compromettent les perspectives de paix.

Le Moyen-Orient est particulièrement vulnérable aux conséquences terrifiantes des transferts d'armes

aux terroristes. Des armes continuent d'être acheminées vers des groupes terroristes alors que la communauté internationale reconnaît la nécessité de réglementer le commerce des armes. Le conflit qui a éclaté dans notre région en été 2006 a démontré que les systèmes de défense aérienne portatifs, les véhicules aériens non habités, les missiles de différents types et les roquettes de très courte portée ne sont pas inaccessibles aux terroristes. Le Hezbollah, appuyé surtout par l'Iran, a continué de s'armer lourdement depuis 2006. À cet égard, il est encourageant d'entendre la délégation iranienne reconnaître que ces transferts d'armes font peser une menace sur la stabilité au Moyen-Orient.

Au cours de ces dernières années, le Hezbollah a accru et perfectionné ses arsenaux. Les transferts d'armes de l'Iran et de la Syrie vers le Hezbollah ont continué sans répit, en violation de la résolution 1701 (2006) du conseil de sécurité. Le trafic d'armes, facilité par certains États, est entre les mains de ceux qui souhaitent attiser le conflit dans la région. Ces efforts ont été associés à des tentatives du Hezbollah de s'incruster davantage dans la scène politique libanaise. L'organisation terroriste du Hamas a emboîté le pas au Hezbollah, ce qui a déclenché le conflit de Gaza au début de cette année. Les événements de Gaza, en janvier, ont mis en évidence, une fois encore, l'effet désastreux sur la paix et la sécurité de l'utilisation d'armes par des terroristes.

La prévention des transferts d'armes vers les terroristes doit être une priorité de la communauté internationale. Nous devons établir une norme claire et globale interdisant ces transferts et adopter des mesures concrètes pour y mettre fin. Pour endiguer la prolifération des armes illicites, il faut commencer par un engagement et une détermination fermes au niveau national. Le transfert d'armes vers des terroristes ne saurait être justifié, sous aucun prétexte, de même qu'on ne saurait, en toute logique, fermer délibérément les yeux sur ces transferts.

En juin 2007, la délégation israélienne à la Conférence du désarmement à Genève a présenté un document de travail destiné à promouvoir une nouvelle action sur cette question. Ce texte a analysé les documents existants, les instruments et les résolutions sur la prévention des transferts d'armes vers les terroristes. Il a démontré la nécessité d'une action urgente, globale et systématique. Cela exigera du pragmatisme. Les divergences de longue date sur des

questions telle celle des définitions doivent être mises de côté.

Nous devons définir les mesures concrètes pour faire avancer cette question. Cela pourrait, par exemple, inclure des programmes nationaux destinés à sensibiliser davantage le public ainsi qu'une coopération et une coordination renforcées entre les États aux niveaux multilatéral, régional et bilatéral. Israël entend continuer à étudier avec toutes les délégations les meilleurs moyens pour traiter cette question.

Avant tout, les lacunes du contrôle laxiste sur le commerce des armes doivent être comblées par des mesures nationales rigoureuses. L'application de contrôles nationaux de ce type devrait prendre le pas sur toutes autres initiatives mondiales. Pour sa part, Israël dispose de longue date d'un solide système de contrôle national sur les exportations. Récemment, nous avons réformé ce système, notamment son cadre législatif et opérationnel, pour s'adapter aux normes internationales les plus élevées telles qu'établies par le Groupe des fournisseurs nucléaires, le Groupe Australie, le Régime de contrôle de la technologie des missiles et les Régimes des fournisseurs internationaux selon l'Arrangement de Wassenaar.

Le 31 décembre 2007, une nouvelle loi sur le contrôle des exportations est entrée en vigueur. Cette loi réglemente le contrôle des exportations figurant sur la liste des munitions du Régime des fournisseurs de Wassenaar, du Régime de contrôle de la technologie des missiles et d'autres accords. Par cette loi, Israël donne également une haute priorité à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité et des embargos sur les armes. Cette même loi renforce l'ordonnance de contrôle à l'exportation de janvier 2007 qui réglemente le contrôle des produits et des technologies à double usage conformément à la liste de l'Arrangement de Wassenaar.

Les armes légères sont les armes de choix les plus accessibles aux terroristes et à ceux qui s'engagent dans la criminalité organisée. Le commerce illicite des armes légères a de graves effets déstabilisateurs et des conséquences humanitaires. Il constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. Des statistiques inquiétantes montrent qu'un nombre croissant de personnes sont directement ou indirectement victimes de la violence armée. Nous devons nous attaquer en priorité à ce commerce illicite.

Le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, adopté en juillet 2001, est la pierre angulaire des actions internationales pour enrayer la prolifération incontrôlée et illicite des armes légères et de petit calibre. Son adoption a finalement amené les États à prendre des mesures concrètes pour empêcher les transferts illicites, y compris à travers des contrôles nationaux renforcés. Néanmoins, en raison des transferts illicites continus d'armes légères vers des terroristes et des entités criminelles, le Programme d'action se heurte encore à des difficultés en raison, notamment, de la situation dans notre région.

Israël se félicite de l'issue fructueuse de la troisième Réunion biennale des États chargés d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action, tenue en juillet 2008. Cette réunion a démontré le bien-fondé des discussions ciblées et approfondies pour renforcer la mise en œuvre du Programme d'action. Nous attendons avec intérêt la prochaine Réunion biennale, en 2010, qui sera suivie de la réunion des experts en 2011 et de la Conférence d'examen en 2012, et souhaitons qu'elles débouchent sur des résultats fructueux. Israël est prêt à coopérer de façon constructive avec d'autres États membres pour contribuer au succès de ces réunions. Le résultat positif des réunions du Programme d'action serait un autre moyen d'enrayer les transferts d'armes aux terroristes et de réduire les souffrances humaines occasionnées par ce phénomène.

Je saisis cette occasion pour féliciter le Président de la troisième Réunion biennale, l'Ambassadeur Dalius Cekuolis, de la Lituanie, pour nous avoir restauré la confiance dans le processus du Programme d'action. Nous nous félicitons également de la nomination de l'Ambassadeur Pablo Macedo, du Mexique, et lui souhaitons plein succès à la tête de la Réunion biennale des États. Nous continuerons d'apporter notre contribution à la modernisation du Programme d'action.

Cette année, se sont tenues deux séries de réunions du Groupe de travail à composition non limitée en vue d'un traité sur le commerce des armes. Selon nous, la négociation pourrait finalement conduire à la création d'un instrument fiable, à condition que les principes suivants soient acceptés par tous les États négociateurs. Premièrement, un traité sur le commerce des armes devrait adopter une norme élevée pour le contrôle à l'exportation plutôt que de se limiter au plus

petit commun dénominateur. Deuxièmement, la décision sur les exportations d'armes doit être exercée souverainement par les États. Troisièmement, un traité sur le commerce des armes devrait inclure des mesures pour combattre les transferts d'armes aux terroristes.

Cette année, des développements significatifs ont été enregistrés en ce qui concerne l'instauration d'une norme sur l'emploi des armes à sous-munitions. La Convention sur certaines armes classiques reste l'instance la plus appropriée pour examiner la question de ces armes. En tant qu'important instrument du droit international humanitaire, elle continue d'assurer l'équilibre nécessaire entre les considérations militaires et humanitaires. Depuis sa création, d'importants utilisateurs et producteurs d'armes classiques, notamment d'armes à sous-munitions, s'y sont joints.

Au cours de l'année dernière, les États membres de la Convention sur certaines armes classiques ont mené des négociations approfondies en vue de conclure un nouveau protocole sur les armes à sous-munitions. À l'issue des sessions de négociations tenues cette année, il est évident qu'il faudra encore travailler pour mettre au point un protocole sérieux, équilibré et efficace qui traiterait les problèmes humanitaires liés à l'utilisation irresponsable d'armes à sous-munitions.

Mais cela ne sera pas suffisant. Tous les États membres doivent faire preuve de la volonté politique nécessaire pour permettre au Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes à sous-munitions de parvenir à un résultat fructueux. Israël croit et espère que les membres de la Convention sur certaines armes classiques qui participaient également à d'autres négociations sur cette question continueront de faire tous leurs efforts pour arriver à un accord sur cette convention.

Enfin, le moment est venu, selon nous, de jeter un nouveau regard sur le paradigme traditionnel d'examen des menaces émanant de la prolifération d'armes classiques. La communauté internationale doit trouver des moyens novateurs pour faire face aux menaces nouvelles, notamment celles posées par les terroristes.

M. Badji (Sénégal) : Ma délégation souscrit à l'intervention faite par l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés et souhaite faire, à titre national, quelques observations sur ce sujet d'une importance capitale pour plusieurs régions du monde où se posent avec acuité de graves problèmes de sécurité et de stabilité.

Ces perturbations, hélas, constatées ça et là, qui mettent en péril la paix et la sécurité internationales et hypothèquent nos efforts de développement sont, sans nul doute, entretenues et exacerbées par l'absence de normes internationales pour l'importation, l'exportation et le transfert des armes classiques. Ces armes, qui constituent aujourd'hui, pour les pays et régions comme les nôtres, les véritables armes de destruction massive, alimentent et perpétuent les conflits, propagent la criminalité et les risques de terrorisme et portent atteinte au développement durable.

Au demeurant, un traité sur le commerce des armes ne sera efficace et viable que s'il intègre toutes les armes classiques, y compris les armes légères et de petit calibre, de même que les munitions, et définit des critères clairs incluant une définition large des transferts, l'intégration des activités de courtage, le respect des normes du droit international humanitaire et des droits de l'homme comme base fondamentale d'un tel instrument, le renforcement des capacités institutionnelles ainsi que la coopération et l'assistance internationales.

La route vers un traité sur le commerce des armes sera sûrement difficile, mais il faudra faire preuve de détermination et d'un engagement sans faille, dans le cadre d'un processus inclusif et transparent auquel participeront avec une égale bonne foi les fabricants, les exportateurs et les importateurs. C'est, nous semble-t-il, la seule voie pour éviter les pertes innombrables de vies humaines, la destruction des infrastructures sociales et les violations graves des droits de l'homme perpétrées dans plusieurs régions du monde.

Dans le cadre du renforcement de la confiance, mon pays estime que le Registre des armes classiques des Nations Unies devrait continuer à bénéficier du soutien et de la participation active de tous les États Membres de l'ONU, particulièrement celle des pays producteurs d'armes. Le Sénégal reste particulièrement préoccupé par la prolifération des armes légères et de petit calibre qui contribuent fortement à la perpétuation et à la résurgence des conflits dont les coûts exorbitants en vies humaines et en milliards de dollars compromettent gravement le développement de l'Afrique.

À cet égard, ma délégation lance un appel pour une mise en œuvre efficace du Document final de la troisième Réunion biennale des États sur l'application

du Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères, notamment sur les points essentiels, c'est-à-dire la coopération et l'assistance internationales, le courtage illicite, la gestion des stocks et la destruction des surplus, le marquage et le traçage.

Un soutien et un engagement vigoureux sont nécessaires de notre part dans la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre si nous voulons donner une chance de succès à nos efforts de maintien et de consolidation de la paix et de la sécurité internationales. Le même engagement devrait nous animer pour que l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites devienne juridiquement contraignant et qu'un instrument similaire soit adopté pour ce qui est du courtage illicite des armes légères.

S'agissant des mines antipersonnel, ma délégation est d'avis que la mise en œuvre et l'universalisation de la Convention d'Ottawa doit continuer à mobiliser nos énergies si nous voulons débarrasser le monde de ces engins qui sèment aveuglement la mort et la désolation. Il nous semble également judicieux que, dans le cadre de l'assistance technique apportée aux pays touchés pour les aider à

mener à bien leurs programmes de déminage, une attention particulière soit accordée à la réinsertion socio-économique des victimes.

D'ores et déjà, mon pays souhaite apporter son soutien à la deuxième Conférence d'examen de la Convention sur les mines antipersonnel, prévue à Cartagena, en Colombie, du 30 novembre au 4 décembre 2009, et exprime l'espoir que cette rencontre permettra de faire des avancées dans les domaines que j'ai évoqués. Notre détermination à éradiquer les mines antipersonnel doit être à la hauteur de la souffrance, de la désolation et du désarroi de cet enfant qui ne pourra plus jouer avec ses amis et de cette mère qui n'éprouvera plus le plaisir de bercer son enfant dans ses bras.

Par ailleurs, ma délégation salue l'adoption à Dublin, le 30 mai 2008, de la Convention sur les armes à sous-munitions qui constitue une avancée significative dans la voie de la protection des civils et du renforcement du droit international humanitaire.

Je terminerai en exprimant à nouveau les attentes de mon pays de voir la tenue d'un sommet sur les armes classiques au niveau du Conseil de sécurité, comme ce fut le cas tout récemment pour les armes nucléaires.

La séance est levée à 13 heures.